

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1919.

Proposition de loi

relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'État

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Il importe que la question des langues en Belgique soit résolue le plus vite possible et de façon durable ; la réglementation de l'emploi des langues dans nos Universités de l'État en est une partie fort importante.

La proposition de loi, que M. Huyshauwer et moi nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre des Représentants, fut déposée une première fois le 31 mars 1911 ; elle portait les signatures de représentants des trois grands partis politiques, notamment de MM. Franck, Ansele, Persoons, Van Cauwelaert, Delbeke et Huyshauwer. Le projet est devenu caduc, par suite de la dissolution des Chambres une première fois en 1912 ; il fut déposé de nouveau le 13 novembre 1921 par les mêmes signataires et devint caduc une deuxième fois par la récente dissolution des Chambres.

Cette proposition était le fruit de longues et sérieuses discussions entre les représentants les plus autorisés du mouvement flamand (Commission de l'Université flamande) au sein de la « Vlaamsche Hogeschoolcommissie ». Elle répond encore en ce moment au vœu général des Flamands et elle réalise, au point de vue de l'enseignement supérieur, le principe de l'égalité complète en droit et en fait, qui, comme S. M. le Roi l'a proclamé dans le discours solennel du Trône au début de cette période de restauration nationale, doit être nécessairement à la base de notre politique linguistique. En outre, elle respecte tous les droits personnels acquis des professeurs de l'Université de Gand et elle n'impose aucun sacrifice à nos compatriotes wallons ; au contraire, elle complète l'Université de Liège, ce qui répond sans doute à leur désir. C'est pour ces motifs que les signataires de la proposition originale, qui le peuvent encore, ont jugé opportun de la présenter de nouveau à la Chambre.

Je fais suivre ici sans modifications le texte des développements, dans lequel M. L. Frank a prouvé l'efficacité et l'opportunité du projet :

L'égalité de nos deux langues nationales au point de vue de l'administration du pays apparaît aux populations flamandes comme un droit essentiel dont elles réclament le respect dans tous les domaines relevant des pouvoirs publics.

Après la révolution de 1830, ce principe d'élémentaire équité fut gravement méconnu. La langue flamande fut proscrite : dans l'administration, dans les cours et tribunaux et dans l'enseignement moyen et supérieur, tout, en pays flamand se fit en français. Les masses populaires, particulièrement lésées par ces mesures, étaient privées de tout droit de suffrage en matière législative. Ignorantes, misérables et comme engourdies par les deux siècles de décadence morale et économique que nos provinces venaient de traverser, elles souffrirent en silence ce régime de vaincus, qu'elles n'avaient point mérité.

En même temps toute la puissance des pouvoirs publics, toute l'influence constante et énorme qui incessamment émane d'eux sur toute la surface d'un pays, s'exerçaient contre l'emploi du flamand, sa culture et son développement. On se figurait de bonne foi qu'il était possible de faire disparaître la langue flamande et de faire adopter le français par les populations de nos provinces septentrionales. L'unité linguistique devait correspondre à l'unité nationale.

Cette politique fut suivie pendant près d'un demi-siècle.

Peu à peu, cependant, des protestations s'élevèrent contre un système qui permettait de condamner un homme sans qu'il eût compris ni ce qui avait été dit contre lui, ni les moyens par lesquels il avait été défendu, contre un système, qui tendait à gouverner des populations entières en une langue qu'elles n'entendaient pas, soumettant ainsi les administrés aux convenances ou aux préjugés des administrateurs, alors que dans la conception moderne du droit public c'est le fonctionnaire qui est fait pour le public et non le public pour le fonctionnaire. Mais ce ne fut qu'en 1873, en 1878 et en 1883 que le Parlement vota les premières mesures de réparation et réglementa l'usage du flamand dans l'administration, dans la justice et dans l'enseignement moyen officiel. Ces lois mêmes n'entrèrent que graduellement en vigueur, et il s'en faut de beaucoup aujourd'hui encore que les griefs aient disparu en matière judiciaire et administrative. Une série de lois ont entièrement complété ces premières mesures, et l'égalité des deux langues nationales est devenue un des principes de notre droit public. C'est qu'en vérité un mouvement de protestation sans cesse grandissant s'était développé en pays flamand contre les errements et les abus anciens. Il devint manifeste, pour les esprits les plus prévenus, que la politique linguistique suivie jusque-là était stérile et condamnée sans retour.

En dépit des circonstances les plus défavorables, les lettres flamandes avaient pris un rapide et brillant essor, moindre, sans doute, qu'il n'eût été

sans l'oppression latente dont la langue était victime, mais de nature en tout cas à montrer l'attachement du peuple à sa langue et l'œuvre créatrice dont elle restait capable dans le domaine de la beauté.

Comme l'un des grands écrivains flamands de l'heure présente, M. Aug. Vermeylen, le fait justement observer, « ce développement des lettres » flamandes est un indice certain de vitalité pour la culture flamande. » Car rien ne l'encourageait, cette littérature, au contraire... Elle semblait » condamnée à végéter ; on la vit se développer avec une admirable conti- » nuité... Depuis soixante-quinze ans, il n'y a pas de rupture, pas d'arrêt » dans l'évolution. Au début, un centre ou deux, quelques personnalités » marquantes ; aujourd'hui, partout les floraisons variées de la vie : l'âme » même de la vieille terre de Flandre s'est remise à chanter, rêveuse et » violente, sensuelle et saine, avec tout son amour des réalités colorées » que l'on voit, des réalités intimes que l'on sent, des réalités mystiques » que l'on devine.

» Ont-ils dû croire en l'avenir, les ouvriers de la première heure, Lede- » ganck, Van Duyse, Théodore Van Rijswijck et ce Conscience qui sut » rendre au peuple l'immense service de *lui apprendre à lire*, parce que, » avec sa nature ingénue et généreuse, il avait su trouver le chemin de son » cœur ! Autour d'eux, les manifestations d'un réveil se multiplièrent » bientôt. La seconde génération, moins romantique, plus soucieuse de » vérité et de personnalité, du détail observé et du sentiment vécu, celle » des Slecckx, des Van Beers, des Vuylsteke, des de Geyter, des Huel, des » Loveling, est déjà moins facile à dénombrer. Puis, la conscience littéraire » s'aiguise : le goût se fait plus délicat, la forme plus souple, l'horizon » s'élargit, le sens de la beauté se purifie. On sent partout la fraîcheur d'une » rénovation, tous les germes tombent en bonne terre saine, et c'est enfin » l'extraordinaire épanouissement des quinze dernière années, qui vient » forcer l'attention des esprits les plus systématiquement indifférents ».

Des poètes comme Guido Gezelle, Rodenbach, Pol de Mont, Van Langendonck, Van de Woesteyne, René de Clercq, César Gezelle ; des prosateurs comme Stijn Streuvels, Cyriel Buysse, Aug. Vermeylen, Herman Terlinck, Gust. Vermeersch, Jules Persyn, E. de Born, etc. ; des écrivains de théâtre comme Hegenscheidt, Raf. Verhulst, Gittens, de Tière et bien d'autres ; des orateurs comme Jan van Rijswijck, Hugo Verriest ; des critiques d'art comme Max Roose ; des écrivains scientifiques comme Paul Fredericq, Mac Leod, Vercouillie, toute une légion de jeunes, vingt revues montrent mieux que tout commentaire le parfait instrument d'art et de savoir qu'est notre langue.

D'autre part, cet essor des lettres flamandes s'est prolongé dans une presse qui trouve de plus en plus de lecteurs et les trouve depuis La Panne jusqu'à Maeseyck sans être en rien arrêtée par la variété des dialectes locaux, qui sont en tous pays la richesse et la réserve de la langue littéraire et ne sont en pays flamand ni plus différents ni plus nombreux qu'ailleurs.

La langue maternelle a repris sa place dans les délibérations de la plupart de nos conseils communaux et provinciaux, dans toutes les assemblées politiques en pays flamand.

Répondant à l'appel des lettres flamandes, la musique, sous la puissante impulsion de Peter Benoit, a pris un magnifique essor, au point que l'Opéra flamand d'Anvers a vu représenter, dans cette dernière decade, une longue série d'œuvres originales dues à des musiciens flamands.

Les congrès de juriconsultes flamands, de médecins et de naturalistes flamands, d'historiens et de critiques flamands ont montré combien le vocabulaire scientifique et technique est souple et riche, et, avec l'appui de la science hollandaise, de quelles ressources abondantes, en traités et en manuels, toutes les branches de nos connaissances peuvent dès à présent disposer.

En même temps, les recensements décennaux et l'observation directe prouvaient que la masse de la population était restée foncièrement flamande. Le recensement de 1900 accusait pour la province d'Anvers 630.000 habitants parlant exclusivement le flamand pour 10.035 habitants parlant exclusivement le français; dans la West-Flandre, 630.000 habitants pour l'une des catégories, 26,980 pour l'autre; dans la Flandre orientale, 843.000 pour le flamand seul et 8,614 pour le français seul.

En outre, une bonne centaine de mille personnes, dans chacune de ces provinces, connaissent à la fois le français et le flamand.

Il se trouva ainsi établi une fois de plus qu'un peuple ne change pas de langue. C'est une œuvre vaine de vouloir conquérir des populations entières à une langue autre que la leur, même si cette dernière est de caractère plus mondial que l'idiome maternel. En vingt régions, la tentative a été poursuivie : on a pu croire que tout au moins les classes supérieures étaient conquises définitivement; toujours, partout, dans les temps modernes, la langue nationale a repris le dessus dès que des institutions démocratiques ont permis aux masses populaires de reprendre leur légitime influence.

En Belgique, la frontière des langues n'a pas changé depuis dix siècles. La pénétration actuelle du français dans les provinces flamandes est purement de surface; la masse du peuple, la petite bourgeoisie, la majeure partie de la moyenne bourgeoisie continuent à parler le flamand; au dernier recensement, 2.800.000 habitants ne connaissaient que cette langue.

Mais la fatale erreur commise après la révolution a produit un grand mal : c'est d'éloigner du peuple les classes supérieures. C'est ce qui permettait à Émile de Laveleye de dire : « En pays wallon comme en France, le » peuple est en relation directe, intime avec la lumière qui pénètre dans les » classes élevées de la société; en pays flamand, il reste plongé dans la » pénombre des temps anciens et dans le domaine étroit des intérêts maté- » riels. A cela, il n'y a que deux remèdes : il faut ou bien que les classes » moins aisées, les campagnards surtout, parlent le français ou bien que les » classes supérieures parlent le flamand.

» Ce n'est qu'à cette condition que le flot civilisateur se propagera du » haut en bas de la société.

» Est-il possible aujourd'hui de faire passer les populations flamandes au » français ?

» L'expérience faite partout démontre que non. »

Le grand écrivain et sociologue ajoutait :

« Ne pouvant faire passer les flamands au français, il ne reste donc qu'un
» seul moyen de les faire sortir de l'isolement, c'est que les classes aisées
» apprennent le flamand. Ils ne peuvent aller à vous; allez à eux.

» C'est pourquoi TOUT BON PATRIOTE, tout AMI DU PROGRÈS doit approuver
» les mesures qui ont pour but de répandre la connaissance du flamand par
» l'enseignement moyen et PAR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. »

S'il est vrai que l'effort conscient du prolétariat s'est depuis quelques années appliqué courageusement à la formation intellectuelle de ses membres, il n'en est pas moins certain que cette œuvre est entravée en pays flamand par le fait que le haut enseignement se fait exclusivement en français.

Les masses ouvrières et paysannes ont un intérêt majeur à la défense de la langue maternelle qui est la seule langue qu'elles connaissent dans leur immense majorité. Ce sont elles avant tout qui souffrent et si le médecin, l'avocat, le fonctionnaire, le technicien, l'ingénieur, le patron ne connaissent pas ou ne connaissent qu'imparfaitement la langue des masses. Quelle entrave à l'ascension individuelle, à l'étude personnelle complétant les connaissances trop rudimentaires, au bon recrutement des dirigeants des associations ouvrières ! L'Université comme l'école moyenne ou l'athénée ne peuvent rester et ne resteront pas le privilège de l'aisance; leur accès doit être facilité aux classes pauvres; il ne peut l'être si l'enseignement supérieur en pays flamand ne se donne pas dans la langue nationale.

S'il est d'ailleurs aujourd'hui une vérité mise en lumière par l'étude des faits historiques et sociaux, c'est bien que l'homme n'est point un être abstrait, obéissant mécaniquement à des motifs de raison raisonnée; indépendant de son passé et de son milieu, capable de rompre avec ses mœurs, son héritage et sa langue pour des motifs de logique ou des arguments utilitaires. La langue tient à l'âme d'un peuple; elle représente les éléments les plus essentiels de son originalité artistique, de sa physionomie propre dans le monde. Elle n'a pas été dans le passé le résultat d'un choix arbitraire; elle ne peut davantage l'être dans le présent.

« On peut exterminer un peuple, a dit Lombroso; on ne peut pas le
» faire changer de langue, à moins de le faire changer de gosier, de climat
» et de système nerveux. Toute législation qui opprime une langue est un
» effet de la myopie humaine. »

Combien ne faut-il donc pas regretter qu'il n'est pas une mesure législative réparant les injustices commises à l'égard de la langue et des populations flamandes, qui n'ait été combattue avec la plus grande acrimonie ? N'est-on pas allé jusqu'à prêter au mouvement flamand, sous l'ombre de justification, des tendances pangermanistes qu'il répudie ? Les réformes n'en ont pas moins triomphé.

C'est que la question flamande n'est pas une question sentimentale, mais présente, comme le dit en termes excellents M. L. de Raedt, « un aspect
» économique, un aspect social qui doit faire réfléchir tous les Belges. En
» réalité, le mouvement flamand, loin de pousser à la division du pays, n'a

» d'autre but que de travailler à faire la Belgique plus forte intellectuelle-
 » ment par la libre expansion littéraire, scientifique et artistique de nos
 » deux races; plus puissante économiquement par une utilisation rationnelle
 » et complète de toutes les énergies de nos populations flamandes aussi bien
 » que wallonnes. »

Il est en effet évident que du moment où la langue flamande est fidèlement conservée par nos populations flamandes, du moment où il est certain qu'il ne peut être question de la leur faire abandonner, dès lors apparaît aussi l'inéluctable nécessité d'assurer à cette langue le plein développement auquel elle a droit et un régime d'entière égalité en tout ce qui dépend des pouvoirs publics.

Rien, dans cet ordre d'idées, n'est plus important que l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur. C'est qu'en effet, en dehors des souffrances temporaires des populations jugées et administrées dans une langue qu'elles ne comprennent pas, le plus grand mal créé par les tendances erronnées qui ont dominé l'esprit de nos premiers gouvernants réside dans la connaissance insuffisante du flamand par une notable partie des classes supérieures en pays flamand. L'enseignement moyen ayant été exclusivement français pendant plus d'un demi-siècle pour les établissements de l'État et pendant près de quatre-vingts ans pour l'enseignement libre, l'enseignement universitaire l'étant encore aujourd'hui, il va de soi que les classes supérieures en pays flamand se trouvent séparées de la masse du peuple et n'apportent pas à la langue, aux lettres, à la presse, au théâtre, à tout ce qui constitue la culture intellectuelle flamande leur appui et leur concours.

La loi de 1883 a très heureusement commencé à porter remède à ce mal social. La loi de 1910 est venue compléter cette œuvre pour l'enseignement moyen libre.

Dans six ans, en octobre 1916, pas un jeune homme se destinant aux carrières libérales ne sortira plus des établissements moyen d'instruction du pays flamand, si la loi est loyalement appliquée, sans être à même de recevoir l'enseignement universitaire en flamand.

* * *

L'influence capitale des Universités dans le monde moderne et pour l'avenir d'un peuple n'appelle aucun commentaire.

« L'école primaire, dit Lord Haldane, dans un livre récent, élève l'homme
 » du peuple au niveau qui lui permet de devenir un artisan habile. L'école
 » secondaire prépare une classe plus petite, mais encore nombreuse d'hom-
 » mes cultivés. Mais pour la formation de ce corps restreint d'hommes et de
 » femmes dont la profession comporte un grand talent, seule l'Université ou
 » les instituts qui la suppléent peut suffire. Mais l'Université fait davantage,
 » car elle ouvre pour ainsi dire exclusivement l'accès aux carrières des
 » citoyens du type de culture le plus haut et le plus exceptionnel. Ce n'est pas
 » le prix que l'on peut obtenir de la science ou de ses aptitudes, c'est la science

» et le talent pour leur beauté propre qui, pour ces hommes-là, est essentiel et c'est ce que l'Université s'efforce de reproduire. Quand les Universités en nombre suffisant et sincèrement s'efforcent comme la fin dernière de leur éducation de développer ces vertus intellectuelles et morales, qui trouvent leur récompense en elles-mêmes, ce sentiment d'humanité imprégnée du sens moral inséparable de la haute culture, alors le peuple ne doit pas désespérer. »

En ce sens, l'éminent homme d'État anglais pouvait dire : « Le développement du véritable esprit de l'Université dans une population donne la mesure du développement de son âme et par conséquent de sa civilisation. » C'est dire qu'on ne saurait sans injustice priver nos populations flamandes de pareil centre de culture en leur langue.

L'heure est donc venue d'achever l'œuvre de réparation en rendant au flamand, dans l'enseignement supérieur officiel, la place qu'il aurait toujours dû y occuper, c'est-à-dire une place de parfaite égalité avec le français.

*
* *

L'État ayant en Belgique deux Universités, l'article 1^{er} de la proposition traduit le principe d'égalité en décidant que l'enseignement est donné en français à l'Université de Liège, en flamand à l'Université de Gand.

Mais il serait peu opportun de répondre à la politique suivie antérieurement par les pouvoirs publics, quelque injuste qu'elle ait été, par une réaction brusque et violente. Ce serait manquer de sagesse. Il n'est donc pas désirable de substituer du jour au lendemain, d'une façon complète, des cours flamands aux cours français. Le respect dû aux professeurs en fonctions, le souci même de conserver sous le nouveau régime les traditions, l'esprit, la méthode, l'organisation de l'Université actuelle de Gand, si justement réputée, ont engagé les auteurs de la proposition à ménager une longue période de transition. Ils ont d'abord retardé jusqu'à l'année 1916 l'entrée en vigueur du nouveau régime. A cette date, il sera appliqué à la première année de chaque faculté ou de chaque école spéciale ; mais les professeurs actuellement en fonctions resteront libres de continuer leurs cours en français. En ce cas, il sera établi, à côté du cours français, un cours flamand. Pendant toute la période qui s'étendra entre l'entrée en vigueur de la loi et la date où les professeurs actuels prendront leur retraite, changeront d'Université ou viendront à décéder, il subsistera donc un nombre probablement considérable de cours français. Si les décès, démissions ou retraites se présentent en cours d'une année académique, le Gouvernement prendra naturellement les mesures nécessaires pour que les intérêts des élèves ayant suivi le cours en question soient pleinement sauvegardés. De cette manière, une transition graduelle s'établit entre les deux régimes ; tous les droits acquis sont respectés. L'excellent esprit qui anime le haut enseignement gantois, loin de se perdre, s'étendra graduellement aux nouveaux cours, de telle sorte que lorsque le régime flamand existera au complet dans un délai qui sera nécessairement assez éloigné, la puissance scientifique acquise de

L'Université de Gand n'aura été en rien diminuée : la langue sera devenue la langue des populations au milieu desquelles l'Université est établie, mais l'organisation, le patrimoine scientifique n'auront pas été modifiés ou diminués. Même alors il importe que les étudiants qui, au sortir de ses établissements moyens, connaissent parfaitement le français, — ils ont suivi dans ces établissements les deux tiers environ des heures de cours en langue française — aient l'occasion à l'Université de se perfectionner dans l'emploi de cette langue au point de vue technique et scientifique. Des cours donnés en français seront créés à cette fin.

La proposition de loi établit à Gand des institutions nouvelles, absolument indispensables dans le système d'égalité qui est la base même de notre conception. C'est d'abord une école des mines, d'autant plus nécessaire que la mise en exploitation prochaine des bassins de la Campine, autant que le développement de la législation sociale et de l'enseignement technique réclament impérieusement de nombreux ingénieurs ayant reçu une culture supérieure flamande.

N'est-ce pas un défi au bon sens que dans plusieurs écoles industrielles du pays flamand, les cours destinés essentiellement à des ouvriers soient donnés en français, parce que les professeurs sont hors d'état de les donner dans la seule langue que leurs auditeurs comprennent parfaitement? Tout récemment, dans le même ordre d'idées, on constatait que le mouvement d'extension universitaire à Gand est sensiblement inférieur dans ses effets utiles à celui qui existe à Liège, parce que les professeurs capables de se servir du flamand sont rares et que les auditeurs populaires ne comprennent que cette langue.

Le corps des mines prend une part considérable à l'application des lois sociales. Ces lois d'ailleurs en elles-mêmes exigent l'intervention de nombreux techniciens. A cet égard encore, il importe que l'Université de Gand réorganisée puisse suffire à ces nécessités nouvelles et produire des diplômés ayant fait leurs études en flamand et capables d'assurer aux populations flamandes la bonne application de cette législation, qui intéresse avant tout les humbles et les petits, c'est-à-dire précisément les hommes et les femmes ne parlant que leur langue maternelle.

N'est-ce pas, d'autre part, une singularité probablement sans exemple en présence du caractère spécialement agricole de nos provinces flamandes, que l'École supérieure d'agriculture à Gembloux soit exclusivement française? Le fils du fermier flamand ne peut y avoir accès que dans une langue qui n'est pas la sienne. L'inspecteur ou le professeur d'agriculture qui sort de cet établissement, excellent d'ailleurs, doit, s'il veut communiquer aux populations flamandes la science qu'il a acquise aux frais de tous, s'imposer un grand effort personnel d'adaptation devant lequel il recule souvent, ou s'exprimer en une langue défectueuse, de vocabulaire pauvre et insuffisant, de telle façon que son action utile s'en trouve considérablement diminuée. Une École supérieure d'agriculture et d'horticulture doit donc être ajoutée à l'Université de Gand. Réciproquement, puisque l'École du génie civil, faculté des sciences techniques, deviendra flamande.

à Gand, une institution semblable devra être créée à l'Université de Liège.

En présence de ces propositions, les critiques tirées du risque de voir l'Université de Gand se dépeupler se sont, semble-t-il, apaisées. Il n'en pouvait être autrement, car le résultat de ces mesures est apparent. Si, d'une part, les élèves wallons et la majeure partie des élèves étrangers qui sont amenés à suivre aujourd'hui l'École du génie civil à Gand, parce qu'elle est le seul établissement de ce genre dans l'enseignement officiel belge, se transporteront à Liège après l'introduction de la réforme que nous préconisons, il est, d'autre part, certain que ce déchet se trouvera largement compensé par les nombreux étudiants qu'attireront à Gand les nouvelles écoles ajoutées à l'Université.

Quant aux facultés, on admet généralement que le changement de population sera peu important, surtout en présence des mesures transitoires consacrées par la proposition de loi. On peut d'ailleurs considérer comme certain que nombre d'étudiants des provinces flamandes, qui actuellement suivent les cours des autres Universités, tiendront à suivre les cours flamands dès que ceux-ci seront organisés à Gand. Sous ce rapport, il y aura apparemment compensation.

La réforme proposée, telle qu'elle est organisée par la proposition de loi, est dans ces conditions la formule d'application la plus simple, la plus pratique et la plus équitable par laquelle on puisse traduire dans notre législation le vœu unanime des populations flamandes d'avoir un enseignement supérieur dans leur langue maternelle et le principe d'égalité entière entre citoyens d'une même patrie, au point de vue du traitement fait par les pouvoirs publics à nos deux langues nationales.

La proposition ne consacre aucune obligation quelconque pour personne de donner la préférence à l'Université flamande de Gand plutôt qu'à l'Université française de Liège. Chacun restera maître de son choix. L'article 8 confirme ce régime de liberté. Sans doute pour les jeunes gens nés à Gand ou dans les environs, qui désirent suivre des cours universitaires français, le système nouveau présente quelques inconvénients, mais ils se trouvent fortement atténués par les mesures de transition. Les objections de cet ordre disparaîtront graduellement, à mesure que l'on reconnaîtra davantage que la connaissance parfaite du flamand est une nécessité essentielle pour quiconque en pays flamand ne veut pas devenir étranger au milieu et au peuple parmi lequel il vit. C'est une vérité qu'on reconnaît de plus en plus et à bon droit, surtout pour les professions libérales. Enfin l'objection que nous rencontrons n'est pas décisive, car il faut bien reconnaître que les Universités ne sont point des institutions locales et que les mêmes inconvénients existent, indépendamment de toute question linguistique, pour presque tous les Belges, c'est-à-dire pour tous ceux qui n'habitent pas une ville universitaire. Il ne saurait y avoir sous ce rapport de droits acquis. Dans la somme de dépenses que représente chaque étudiant, la part du Trésor public est infiniment supérieure au minerval, au droit d'inscription et d'examen acquitté par les récipiendaires. C'est dire que l'intérêt général domine ici l'intérêt particulier et que nul n'a le droit de se

plaindre si, placé sur un pied d'entière égalité avec tous les autres Belges, il garde le choix de se rendre dans l'une des Universités de l'État, sans même parler des deux universités libres.

En réalité, au lendemain de l'entrée en vigueur de la loi, il y aura en Belgique, sur quatre universités, trois universités où l'enseignement se donnera en français, tandis que dans la quatrième, pendant de longues années, un grand nombre de cours resteront bilingues de façon à assurer la transition. Le jour où ces cours français disparaîtront graduellement, on peut être assuré que les classes supérieures en pays flamand auront entièrement repris conscience de leur devoir vis-à-vis de l'ensemble des populations flamandes, et, sans renoncer à la connaissance du français et à son emploi fréquent, seront définitivement revenues du dédain qui leur arrive actuellement de marquer à la langue populaire et qui trouve une certaine excuse dans la connaissance insuffisante qu'elles en ont.

En un siècle de démocratie, persévérer dans ce dédain et dans cette ignorance, c'est se condamner à l'impuissance dans tous les domaines de la vie publique. Rien n'est plus dangereux en présence de l'action énorme que la vie publique exerce de plus en plus sur les intérêts privés.

* * *

Au système de la proposition ainsi développée, on a opposé deux autres formules : 1) celle d'une université bilingue; 2) celle de la création d'une université flamande nouvelle, soit à Anvers, soit à Bruges.

Les populations flamandes, par la voix de leurs associations, de nombreuses assemblées, d'un grand nombre de corps électifs, conseils communaux et autres, ont repoussé l'une et l'autre de ces formules.

* * *

De ces deux contre-propositions, l'université bilingue est la plus mauvaise; elle est totalement inacceptable.

Si l'on considère l'université moderne comme une simple fabrique de diplômés, un système bâtard et hétérogène comme le bilinguisme peut paraître une solution; mais quiconque a souci du rôle civilisateur de l'Université comme foyer de science, quiconque se préoccupe de l'excellence des études et de la paix interne de l'établissement doit repousser énergiquement ce système. Une université est un milieu scientifique qui doit constituer un ensemble homogène dans lequel tous les cours travaillent à répandre la culture scientifique et la culture générale. Or, qui ne voit, que rien ne peut nuire davantage à la formation scientifique qu'un système qui livrerait les professeurs et les étudiants d'une même Université à un régime de conflits linguistiques incessants? Qui ne voit, d'autre part, que la fréquentation plus ou moins grande des cours, soit flamands, soit français, dépendra du choix des professeurs, — choix livré à l'arbitraire du Gouvernement; que les rivalités et les conflits naîtraient partout à propos des heures, de l'emploi des locaux et des laboratoires, des examens, etc. ? Qui ne voit que répondre

au vaste mouvement populaire réclamant, sur un pied d'égalité, un enseignement universitaire flamand, par une solution d'inégalité laissant au français l'Université de Liège et la moitié de l'Université de Gand, réduisant le flamand à la portion congrue d'un certain nombre de cours dédoublés avec tous les désavantages et toute l'infériorité qui résulteraient de cette solution, c'est préparer une ère de conflits et de nouvelles revendications ? Ces conflits prendraient la place de l'émulation scientifique qui seule est désirable. Les oppositions de caste et de classe viendraient les aggraver. Les enfants de la petite bourgeoisie, de la campagne, du peuple, formeraient, tout au moins au début, la masse des élèves des sections flamandes. Les fils de la haute bourgeoisie suivraient en majorité les sections françaises. Or, c'est précisément là le mal social que signalait, dès 1881, M. Xav. Olin dans son lumineux rapport sur la proposition qui devait devenir la loi de 1883.

« Les jeunes gens, disait M. Xav. Olin, formés par nos établissements, » sont incapables de manier convenablement l'idiome de leur race. De là, » une sorte de séparation entre les classes aisées et la classe ouvrière, entre » les professions libérales et la petite bourgeoisie ! Le peuple ne gagne rien » au contact des classes dirigeantes, qui sont aussi incapables de lui trans- » mettre le savoir qu'elles ont acquis que lui-même est impropre à les » comprendre.

» Quelles que soient les lois qui aient réglé l'emploi des langues dans » certaines matières, ces mesures ne sont-elles pas restées dans nombre » de cas des satisfactions presque nominales pour les intérêts lésés ? Com- » bien d'administrateurs ou de fonctionnaires, tenus par les règlements de » s'adresser au public dans une langue usitée autour d'eux, n'en sont-ils » pas empêchés, malgré leur origine, soit par l'insuffisance de leurs connais- » sances, soit parce qu'ils n'ont pas été accoutumés à se servir de cette » langue dans un certain cercle d'idées ?

» La loi qui s'est préoccupée des matières judiciaires, bien que due à des » mobiles éminemment respectables, n'a-t-elle pas été entravée dans la » pratique, devant la plupart des juridictions, par l'inexpérience des juges » et des avocats ?

» Et si, remontant plus haut, nous osons mesurer les effets de cet isole- » ment intellectuel des masses populaires dans la moitié du pays, ne con- » staterons-nous pas que cette absence forcée de rapports et de communi- » cations entre les esprits d'élite et la foule est un obstacle permanent à » toute propagande des idées de progrès, à toute initiation au mouvement du » monde moderne ? Il est le principal aliment de la routine, des préjugés, » de l'antagonisme qui s'accroît de jour en jour davantage entre les ten- » tances de nos populations wallonnes et flamandes. » (*Documents parle- » mentaires*, session 1881-1882, pp. 209-214.)

C'est ce mal que le système des cours dédoublés — instauré non à titre transitoire, mais à titre permanent — perpétuerait.

Mais il y a plus !

Ce que les populations flamandes réclament à juste titre, ce n'est pas

seulement le moyen de suivre des cours en flamand, c'est un foyer de haute culture dans leur langue, avec le rayonnement intellectuel et l'influence sociale que pareil organisme représente.

C'est leur droit de l'avoir dans les mêmes conditions où leurs concitoyens wallons en ont l'avantage, c'est-à-dire à titre d'organisme complet et homogène. A ce point de vue, le dédoublement des cours ne donne aucune satisfaction sérieuse. Or, ce point de vue est essentiel.

A plus forte raison ne peut-il être question d'accueillir une proposition qui laisserait simplement au Gouvernement le choix de faire donner quelques cours en flamand et ferait dépendre ces cours du nombre des inscriptions.

Il est inutile de répéter dans une loi nouvelle une faculté qui est déjà inscrite dans notre législation actuelle.

L'importance de l'enseignement universitaire, au point de vue social et intellectuel, est trop grande pour que son introduction puisse dépendre de la décision du Gouvernement.

Quant à étendre aux deux Universités de l'État ce régime des cours dédoublés, c'est introduire sans nécessité tous les inconvénients du bilinguisme aussi bien à Liège qu'à Gand. Si l'on se flatte que pareille loi ne serait pas appliquée à Liège, on se trompe probablement. Il suffirait que, à raison de circonstances peut-être temporaires, un certain nombre d'étudiants en vinssent à réclamer à l'Université de Liège des cours flamands pour que le Gouvernement — si la proposition ainsi formulée a quelque sens — se trouvât amené à instituer des cours flamands; et les titulaires, une fois nommes, pourraient survivre pendant trente ans au groupe d'étudiants dont le passage temporaire aurait motivé l'institution des cours! Combien grands ne seraient pas les frais de pareil régime?

Il serait aisé de multiplier les objections à un système dont le moindre défaut est de ne pas donner satisfaction aux Flamands en empiétant en même temps sur le *statu quo* en pays wallon.

Des propositions semblables ont, sous des formes diverses, été faites lors des discussions qui ont précédé le vote de la loi de 1910. Elles ont toujours été repoussées par les représentants les plus autorisés des populations flamandes.

Il ne peut être question de ne pas faire en pays flamand les réformes justes et nécessaires en offrant en holocauste de vaines, tracassières et illusoires réformes en pays wallon. Ce sont là des mesures que les Flamands ne réclament pas, qui ne représentent pour eux ni satisfaction, ni compensation, qu'ils entendent au contraire combattre comme inopportunes et dangereuses.

Le seul régime des langues qui convienne au pays wallon, c'est d'y laisser en tous points au français la place qu'il y occupe; toute mesure tendant à imposer le flamand, en pays wallon, dans l'enseignement ou dans l'administration, est absolument étrangère au programme flamand. A fortiori, ne peut-il être question de faire donner des cours flamands à l'Université de Liège! Ce serait une source de conflits et la consécration d'un système fâcheux qui motiverait les revendications similaires bien plus

graves, dont les populations wallonnes ne tarderaient pas à se plaindre à bon droit. »

* * *

Une autre solution a été indiquée : il s'agirait de ne pas modifier le régime de l'Université de Gand, mais de créer ailleurs une Université flamande entièrement nouvelle.

1° Au point de vue flamand, cette proposition ne donne pas satisfaction à ce principe essentiel, qu'une égalité entière doit régner entre les deux langues nationales pour tout ce qui relève des pouvoirs publics. En effet, ce régime maintiendrait entre elles une inégalité évidente, puisque l'État aurait deux Universités françaises pour une Université flamande. Pareille solution ne serait pas définitive.

2° Mais il y a plus : l'Université de Gand est une admirable institution d'enseignement supérieur; avec ses laboratoires, ses cliniques, ses écoles spéciales, l'esprit et la méthode qui sont en honneur chez elle, elle représente une grande force de civilisation. Les populations flamandes ont souffert et souffrent encore de l'injustice qui a été commise à leur égard du fait que cette puissance intellectuelle est sans effet utile pour leur culture propre et leur langue nationale. Ce n'est que leur accorder une partie de la réparation à laquelle elles ont droit que de les faire bénéficier de l'acquit représenté par la situation actuelle de l'Alma Mater gantoise; celle-ci aurait dû, en toute justice, être flamande dès le début, qu'on ne l'oublie pas. Il faudrait de longues années pour amener une nouvelle université au même degré de développement et d'influence. A elle seule, l'organisation matérielle prendrait un temps très considérable, et il n'est pas exagéré de dire que plus d'un demi-siècle s'écoulerait avant qu'une nouvelle université fût, au point de vue du bon fonctionnement, des méthodes, de la cohésion, de l'esprit général, au niveau de l'université actuelle. Pendant toute cette période, l'infériorité serait marquante. De quel droit infligerait-on cette situation, ce retard dans la justice, aux populations flamandes qui en ont déjà été trop longtemps privées?

3° Qui ne voit d'ailleurs qu'avec la pratique actuelle de nos subventions budgétaires l'organisation d'une université flamande ne se ferait jamais que graduellement. Chaque nouvelle allocation budgétaire serait l'occasion ou le prétexte de nouvelles discussions peu désirables dans un intérêt national. L'organisation immédiate des écoles techniques supérieures serait d'ailleurs infiniment plus coûteuse si elle devait se faire indépendamment des facultés complètes. Enfin l'ensemble de la dépense serait assurément très considérable et de nature à faire hésiter le parlement.

Il est donc trop évident que, en échange de leur droit certain de voir leur langue obtenir dans l'une des deux Universités de l'État la même place que le français a toujours eu et garde dans l'autre, les Flamands n'obtiendraient que des satisfactions illusives et insuffisantes s'ils réclamaient la création d'un établissement nouveau dont l'infériorité nécessaire et inévitable pendant de longues années de début serait exploitée contre leur cause.

4° Ce n'est pas tout. Au point de vue général, la création d'une cinquième Université présenterait les plus grands inconvénients. Il y a déjà actuellement en Belgique, proportionnellement au nombre d'habitants, plus d'universités qu'en Allemagne, en France ou en Angleterre. Le nombre des diplômés, dans la plupart des professions libérales, dépasse considérablement les besoins. Or, c'est un fait d'observation que la création dans un centre nouveau d'une Université entraîne vers les carrières libérales un grand nombre de jeunes gens habitant la ville universitaire ou son entourage immédiat, alors que sans ces facilités locales ils se seraient dirigés vers le commerce ou l'industrie.

Si nous avons trop d'avocats, de médecins, de pharmaciens, d'ingénieurs, nous avons, dans notre pays de puissant développement économique, trop peu d'hommes de haute culture capables de jouer un rôle de direction dans les entreprises directement productrices. Les employés se trouvent toujours : les chefs et les hommes capables de les suppléer ne manquent que trop. Le drainage des meilleurs éléments intellectuels vers les carrières libérales déjà encombrées est un mal qu'il ne faut pas encourager. Or, une cinquième Université le ferait nécessairement. Pareille institution ne doit se créer que pour des raisons d'ordre général et scientifique tout à fait indépendants de la question des langues, qui peut être solutionnée dans les Universités existantes.

5° Nous ajoutons que la solution d'une cinquième université, organisée par exemple à Anvers, serait éminemment nuisible aux quatre autres universités et spécialement aux Universités de Gand, de Bruxelles et de Louvain.

Alors que la transformation de l'Université de Gand donnera tout au plus lieu à une migration d'échange, certains étudiants quittant les trois autres universités pour suivre les cours flamands, tandis que certains autres quitteront Gand pour suivre des cours français, la création d'une cinquième université appauvrirait les quatre autres sans compensation aucune.

6° Enfin, les considérations budgétaires ne sont point à dédaigner. L'organisation d'une université nouvelle coûterait de 12 à 15 millions de francs en bâtiments, laboratoires, bibliothèques, aménagements, instituts spéciaux, etc. Le budget annuel ne serait pas inférieur à 1 million. Or, ces dépenses énormes auraient pour seule justification de permettre à un certain nombre de jeunes gens de jouir de la facilité de suivre sans déplacement des cours français à Gand, alors cependant que dans l'autre système il leur restera la ressource de s'adresser aux trois autres universités où les cours se donnent dans cette langue.

La raison invoquée, c'est qu'il faut défendre la culture française.

A cet égard, il importe d'éviter une équivoque trop souvent tolérée. Il n'est nullement question, dans les revendications flamandes, d'une hostilité quelconque contre la langue française. Quand on songe à la magnifique littérature dont la langue française est le véhicule, à la civilisation puissante dont elle a subi l'empreinte, pareille hostilité serait profondément puérile.

Il est si peu question de combattre l'étude et la connaissance approfondie du français, que sous l'empire de la loi sur l'enseignement moyen, votée récemment, plus des deux tiers des cours continuent à se donner en français et que des mesures sont prises, dans la proposition actuelle, pour que, au point de vue technique et scientifique, l'Université de Gand fournisse à ses élèves toutes les facilités en vue de perfectionner leur connaissance de français.

Il n'est pas davantage question d'isoler les populations flamandes de la culture française. Cette culture appartient, comme la culture anglaise, la culture allemande, la culture américaine et comme la culture hollandaise, aux trésors communs de l'humanité. On ne saurait s'en désintéresser sans s'appauvrir. Mais quelle singulière confusion n'y a-t-il pas à s'imaginer que la culture française et la langue française perdent leur influence utile pour les peuples d'autre race ou d'autre langue si l'enseignement universitaire n'est pas donné en français chez ces nations ! Si cette condition était nécessaire, le domaine de la culture et de la langue françaises s'arrêterait aujourd'hui, au sud aux Pyrénées, à l'ouest à l'Océan, au nord à Gand et à l'est à Lausanne et à Genève, c'est-à-dire qu'elle dépasserait à peine de quelques kilomètres les frontières politiques de la France !

La vérité est que la langue française continuera à s'enseigner et qu'elle sera apprise parfaitement par tout homme cultivé en pays flamand, même quand le dernier des griefs des populations flamandes aura disparu. Mais la vérité est aussi qu'il n'est pas du tout nécessaire pour cela que l'enseignement universitaire soit donné à Gand en français : il y avait en 1900 environ 800,000 Belges parlant le français et le flamand, dont 700,000 environ dans les provinces flamandes ; ce n'est pas la langue dans laquelle les cours seront faits à 1,100 étudiants à Gand, qui modifiera de pareils chiffres, pas plus que ce n'est de l'Université de Gand que vient cette connaissance du français.

Il n'est donc pas sérieux d'annoncer que la réforme proposée chassera le français du pays flamand, supprimera les communications intellectuelles entre les deux parties du pays, etc. Le français n'a rien à redouter à cet égard. On continuera à l'apprendre en pays flamand parce qu'il est utile de le connaître.

Si, au contraire, en parlant de culture française, on entend dire qu'il importe de persévérer, tout au moins dans le domaine universitaire, aux frais de l'État avec les deniers de tous, dans la politique d'absorption et de conquête de jadis et d'en perpétuer les résultats, nous ne pouvons que contester toute vérité et toute justice à cette thèse.

Quant au vocabulaire, aux livres, aux revues, aux manuels, l'enseignement universitaire flamand ne rencontrera aucune difficulté ; tout cela existe notamment, grâce au magnifique développement scientifique des universités hollandaises. On a rappelé avec raison que des savants hollandais, enseignant et écrivant dans notre langue commune, ont remporté non moins de quatre prix Nobel. Il n'y a donc aucune antinomie entre le développement scientifique le plus vaste et l'emploi dans l'enseignement de la

langue maternelle, même quand celle-ci n'est pas une langue de circulation mondiale. Et, à cet égard, le néerlandais peut se réclamer de ressortissants probablement plus nombreux que le suédois, le danois norvégien, le tchèque, le hongrois, le roumain, etc., langues qui toutes sont employées pour l'enseignement universitaire.

Est-ce à dire qu'il peut s'agir de ne pas apprendre les langues étrangères ?

Que la connaissance des grandes langues mondiales soit nécessaire pour les savants, les hommes instruits, c'est une vérité que l'on ne discute pas ; mais elle n'est guère moins applicable aux savants français qu'elle le sera pour les professeurs enseignant en flamand à l'Université de Gand, d'autant plus que ceux-ci connaîtront le français. L'homme de science dont la langue maternelle est une langue mondiale est aujourd'hui dans un état d'évidente infériorité s'il ne connaît que cette seule langue. La plupart des livres étrangers, presque tous les mémoires originaux, les travaux de séminaire ou de laboratoire, les revues les plus marquantes, publiés en d'autres pays, lui restent fermés. Sans doute on traduit, mais les traductions viennent tardivement. Sans doute on commente, mais les commentaires n'ont jamais la valeur du travail original. C'est une illusion de croire que soit en français, soit en allemand, soit en anglais, on puisse aujourd'hui se suffire d'une seule langue.

Les inconvénients sont moins grands, ils subsistent toujours.

« Aucune des nations, dit A. Fouillé, ne veut dépendre intellectuellement » des autres et ne veut reconnaître l'hégémonie d'autrui : chacune publie les » travaux de ses savants dans sa propre langue nationale. »

C'est un phénomène de décentralisation scientifique contre lequel il n'y a pas de retour. L'emploi d'une langue scientifique universelle appartient au passé. Le latin eut ce rôle. Nulle autre langue moderne ne l'a repris, le français pas plus que toutes les autres.

Ce qui a inspiré cette transformation si frappante, ce n'est pas seulement un souci, d'ailleurs légitime, de nationalité, c'est avant tout une conception nouvelle du rôle de la science. La haute culture scientifique pénètre aujourd'hui toute la vie : elle en est un élément essentiel. Tant que la science a été le fief d'une élite, une langue unique pouvait l'emprisonner.

Mais aujourd'hui sous mille formes, par la presse, par les conférences, par la vie publique, et surtout par la solidarité nécessaire qui règne entre toutes les branches de l'enseignement et entre l'Université et les professions sociales directrices, toute la nation est intéressée à la haute culture scientifique. Par voie de conséquence, les avantages qu'il y a à faire donner celle-ci dans la langue nationale dépassent de beaucoup les inconvénients personnels que le savant peut éprouver à devoir connaître un plus grand nombre de langues étrangères. L'intérêt général fait taire l'intérêt particulier, — si l'on peut dire qu'il y a lésion d'un intérêt particulier à pouvoir, par la connaissance d'un plus grand nombre de langues, comprendre plus par-

faitement le génie d'un plus grand nombre de nations. La conséquence en est que tout homme cultivé doit connaître plusieurs langues, mais nullement qu'il doit négliger ou dédaigner la sienne ou essayer de changer de langue maternelle, en abandonnant celle de sa race et de son peuple.

La conception puérile et simpliste qu'il y aurait supériorité à voir tous les peuples parler le même idiome est médiocre et fausse. Elle ne tient aucun compte de ce don supérieur de l'originalité propre, de la personnalité différente, du génie particulier des races qui est à la fois une source de beauté dans le domaine des arts, d'émulation dans le domaine scientifique et de progrès incessant dans l'ordre social.

C'est précisément parce que l'emploi d'une langue pour ces fins supérieures de l'esprit humain, que personnifient les universités, exerce sur cette langue, au point de vue de son affinement, de sa structure, de ses progrès, de son action, une influence bienfaisante, c'est en même temps parce que par la science pénètre plus profondément et plus facilement toute la vie de la nation, que le problème de l'université flamande apparaît comme l'un des plus dignes d'occuper les esprits éclairés.

Quand un peuple a le passé de gloire et de grandeur de la Flandre, il n'abdique ni sa langue ni ses espoirs d'avenir, et il sert en les défendant, l'intérêt de la patrie commune.

Ces considérations sont dignes de retenir encore aujourd'hui toute l'attention des membres de la Chambre. Puisse la proposition trouver un accueil favorable! Puisse-t-elle être adoptée rapidement! La paix intérieure de la Belgique en bénéficierait autant que la culture du peuple flamand.

FRANZ VAN CAUWELAERT.

WETSVOORSTEL

betreffende het taalgebruik aan de
Staatshoogescholen.

EERSTE ARTIKEL.

De lessen worden in het Fransch
gegeven aan de Hoogeschool te Luik,
in het Vlaamsch aan de Hoogeschool
te Gent.

ART. 2.

Het gebruik van het Vlaamsch, als
voertaal, aan de Hoogeschool te
Gent, zal beginnen met het acade-
mie-jaar 1920-1921 en dan tragsge-
wijze, van jaar tot jaar, aanvangen-
de met de leergangen van het eerste
studiejaar, worden voortgezet in de
verschillende faculteiten en scholen.

ART. 3.

De hoogleeraren of docenten, bij
de Gentsche Hoogeschool aangesteld
vóór de afkondiging van deze wet,
worden verzocht hunne lessen te
geven in het Vlaamsch, naarmate
de bepalingen van artikel 2 in wer-
king treden. Verkiezen zij dat niet
te doen, dan wordt, naast den Fran-
schen leergang, een Vlaamsche leer-
gang ingericht en hebben de stu-
denten, ook voor het examen, de
keuze tusschen beide leergangen.

De hoogleeraren en de docenten,
benoemd na de afkondiging van
deze wet, geven hunne lessen in de
taal voorzien bij de artikelen 1 en 2.

PROPOSITION DE LOI

relative à l'emploi des langues dans
les Universités de l'État.

ARTICLE PREMIER.

Les leçons seront données en
français à l'Université de Liège; elles
seront données en flamand à l'Uni-
versité de Gand.

ART. 2.

L'emploi du flamand comme
langue véhiculaire à l'Université de
Gand commencera à partir de l'année
académique 1920-1921 et sera gra-
duellement, d'année en année,
étendu aux différentes facultés et
écoles, en commençant par les cours
de la première année d'études.

ART. 3.

Les professeurs ou chargés de
cours nommés à l'Université de
Gand avant la promulgation de la
présente loi seront invités à donner
leurs leçons en flamand au fur et à
mesure que les dispositions de l'ar-
ticle 2 deviendront applicables.
S'ils n'y consentent pas, il sera
créé un cours fait en flamand à
côté du cours fait en français et les
étudiants auront le choix entre ces
deux cours, même pour l'examen.

Les professeurs et les chargés de
cours nommés après la promulga-
tion de la présente loi donneront
leurs leçons dans la langue prescrite
par les articles 1 et 2.

ART. 4.

De leergangen in de Fransche letterkunde en in de Romaansche taalwetenschap worden aan beide Hoogeschoolen in het Fransch gegeven.

De Germaansche en andere levende talen kunnen in deze talen zelf onderwezen worden.

In elke faculteit en in elke bijzondere school der Gentsche Hoogeschool worden, bij koninklijk besluit, één of meer niet verplichtende leergangen ingericht ten einde de studenten in de gelegenheid te stellen zich te bekwamen in de kennis van de Fransche vaktaal.

ART. 5.

Aan de Hoogeschool te Luik worden toegevoegd de leergangen noodig voor het onderwijs in de burgerlijke bouwkunde (graad van ingenieur voor de burgerlijke bouwkunde).

ART. 6.

Aan de Hoogeschool te Gent worden toegevoegd :

1° Eene mijnschool (graad van burgerlijk mijnningénieur);

2° Eene hogere land- en tuinbouwschool;

3° Eene veeartsenijschool.

De leergangen, krachtens de bovenstaande bepaling ingericht, worden, van den datum hunner inrichting af, in het Vlaamsch gegeven.

ART. 7.

De scholen en leergangen, bij de artikelen 5 en 6 voorzien, worden uiterlijk ingericht met het begin van het academiejaar 1920-1921.

ART. 4.

Les leçons de littérature française et de philologie romane seront données en français dans les deux Universités.

Les langues germaniques et les autres langues vivantes pourront être enseignées dans ces langues mêmes.

Il sera créé, par arrêté royal, dans chaque faculté et dans chaque école spéciale de l'Université de Gand un ou plusieurs cours facultatifs, afin de permettre aux étudiants de développer leurs connaissances de la terminologie scientifique et technique française.

ART. 5.

Les cours requis pour l'enseignement du génie civil (grade d'ingénieur des constructions civiles) seront organisés à l'Université de Liège.

ART. 6.

Il sera annexé à l'Université de Gand :

1° Une école des mines (grade d'ingénieur civil des mines);

2° Une école supérieure d'agriculture et d'horticulture;

3° Une école vétérinaire.

Les cours institués en vertu de la disposition qui précède seront faits en flamand dès la date de leur organisation.

ART. 7.

Les écoles et les cours prévus aux articles 5 et 6 seront organisés au plus tard à l'ouverture de l'année académique 1920-1921.

ART. 8.

Er wordt geen inbreuk gemaakt op het recht dat de kandidaten hebben, examen af te leggen voor de Staatsjury, ingesteld bij artikel 34 der wet van 10 April 1891, hetzij in het Fransch, hetzij in het Vlaamsch, onverschillig aan welke Hoogeschool zij onderwijs genoten.

ART. 9.

De Regeering neemt de maatregelen verrischt tot vrijwaring van de voordelen van stoffelijken aard toekomende aan de thans aangestelde hoogleeraren en docenten.

ART. 8.

Il n'est porté aucune atteinte au droit qu'ont les candidats de subir, soit en français, soit en flamand, l'examen devant le jury central institué par l'article 34 de la loi du 10 avril 1891, quelle que soit l'Université dont ils ont suivi les cours.

ART. 9.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les avantages matériels dont jouissent les professeurs et chargés de cours acuellement en fonctions.

FRANS VAN CAUWELAERT,
A. HUYSHAUWER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 DECEMBER 1919.

Wetsvoorstel

betreffende het taalgebruik aan de Staatshoogescholen

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het taalvraagstuk in België vergt, binnen den kortst mogelijken tijd, een duurzame oplossing, en de regeling van het taalgebruik aan onze Staatshoogeschool vormt er een zeer gewichtig onderdeel van.

Het ontwerp, dat ondergeteekende samen met den heer Huyshauwer de eer heeft aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers te onderwerpen, werd eene eerste maal neergelegd op 31 Maart 1911 en werd door vertegenwoordigers van de drie hoofdpartijen ondertekend, namelijk door de heeren Franck, Anseele, Persoons, Van Cauwelaert, Delbeke en Huyshauwer. Het verviel door de ontbinding der Kamers een eerste maal in 1912, werd opnieuw neergelegd op 15 November 1912 door dezelfde ondertekenaars en verviel opnieuw door de jongste kamerontbinding.

Dit ontwerp was de vrucht van lange en grondige beraadslagingen, tusschen de meest vooraanstaande vertegenwoordigers van de Vlaamsche Beweging gevoerd in den schoot van de « Vlaamsche Hoogeschoolcommissie ». Het beantwoordt ook nu nog aan den algemeenen wensch der Vlamingen en het verwezenlijkt, op het gebied van het hooger onderwijs, het beginsel der volstrekte gelijkheid in rechte en in feite, dat Z. M. de Koning, in de plechtige troonrede, waarmee Hij dezen tijd van nationaal herstel heeft geopend, als het noodzakelijk grondbeginsel van onze taalpolitiek heeft gehuldigd. Het eerbiedigt bovendien alle persoonlijke verkregen rechten der Gentsche hoogleeraars en het vraagt geene enkele opoffering aan onze Waalsche landgenooten, aan welke het integendeel eene voor hen zeer wenschelijke vervollediging van de Luiksche hoogeschool verzekert. In deze omstandigheden hebben de oorspronkelijke ondertekenaars, welke daartoe nog in de mogelijkheid zijn, het wenschelijk gevonden dit ontwerp opnieuw bij de Kamer in te dienen.

Ik laat hier ongewijzigd den tekst volgen van de inleiding, waarin de heer Franck de doelmatigheid en de degelijkheid van het ontwerp heeft bewezen.

De gelijkheid van onze twee nationale talen, wat betreft 's lands bestuur, beschouwt onze Vlaamsche bevolking als een hoofdzakelijk recht, dat zij op elk gebied, aan de Staatsmacht onderworpen, wil geëerbiedigd zien.

Na de omwenteling van 1830 werd dit beginsel van zuivere rechtvaardigheid erg miskend. De Vlaamsche taal werd verbannen. In het bestuur, in de hoven en rechtbanken, in het middelbaar en hooger onderwijs geschiedde, in 't Vlaamsche land, alles in het Fransch. De volksmassa's, in het bijzonder gekrenkt door deze maatregelen, waren daarenboven beroofd van alle stemrecht op wetgevend gebied. Onwetend, ellendig en als verstijfd na de twee eeuwen van zedelijk en stoffelijk verval door onze provinciën beleefd, droegen zij in stilte dit lot, slechts aan overwonnelingen beschoren en door haar geenszins verdiend.

Terzelfder tijd werkten de Staatsmachten met al hare kracht, met al den bestendigen en geduchten invloed die onophoudelijk van haar uitgaat over de geheele oppervlakte van een land, tegen het gebruik, de beoefening en de uitbreiding van het Vlaamsch. Men beeldde zich te goeder trouw in, dat het mogelijk was de Vlaamsche taal te doen verdwijnen en de Fransche taal door de bevolking onzer noorderlijke provinciën te doen aannemen. De taaleenheid moest overeenkomen met de volkseenheid.

Deze politiek werd gedurende bijna eene halve eeuw voortgezet.

Langzamerhand echter verhieven zich klachten tegen een stelsel, dat toeliet een mensch te veroordeelen, zonder dat hij had begrepen wat men tegen hem had getuigd, noch door welke middelen hij verdedigd was geworden, tegen een stelsel dat er naar streefde een geheel volk te regeeren in eene taal welke het niet verstond, zoodoende dat de bestuurden moesten afhangen van het goeddunken en het vooroordeel der bestuurders, terwijl, naar de hedendaagsche opvatting van het Staatsrecht, de ambtenaar dient voor het publiek en niet het publiek voor den ambtenaar. Slechts in 1873, in 1878 en in 1883 werden door het Parlement de eerste maatregelen gestemd tot wegneming der grieven, werd het gebruik van het Vlaamsch geregeld in het bestuur, in het rechtswezen en in het middelbaar officieel onderwijs. Deze wetten traden slechts trapsgewijze in werking, en heden zelfs zijn de grieven op verre na niet verdwenen in rechterlijke en bestuurlijke zaken. Sedert heeft eene reeks wetten deze eerste maatregelen aangevuld en de gelijkheid der twee nationale talen is een der beginselen geworden van ons Staatsrecht. Dit was het eerste gevolg van eene steeds aangroeiende beweging van verzet in het Vlaamsche land tegen de oude dwalingen en misbruiken. Het werd duidelijk voor de meest vooringenenomenen, dat de tot nu toe op taalgebied gevolgde politiek onvruchtbaar was en onherroepelijk veroordeeld.

Trots de meest ongunstige omstandigheden hadden de Vlaamsche letteren eene snelle en schitterende vlucht genomen; ongetwijfeld minder dan 't geval zou geweest zijn, zonder de stelselmatige verdrukking waarvan de taal het slachtoffer was, doch altijd van aard om te toonen hoe het volk aan zijne taal gehecht was en welk meesterwerk het kon leveren op het gebied van het schoone.

» Zooals een onzer beste hedendaagsche schrijvers, de heer Aug. Vermeylen, terecht doet opmerken, « deze uitbreiding der Vlaamsche letteren » is een zeker kenteeken der levenskracht van de Vlaamsche cultuur. Want » niets moedigde deze letterkunde aan, integendeel... Zij scheen veroor- » deeld tot een kwijnend leven : men zag haar op bewonderingswaardige » wijze zich uitbreiden. Sedert vijf en zeventig jaren zet zij hare beweging » voort, zonder onderbreking, zonder oponthoud. In den aanvang hier en » daar een brandpunt, enkele in 't oog vallende persoonlijkheden ; heden » overal de afwisselende bloei van het leven : de ziel zelf van den ouden » Vlaamschen bodem zingt opnieuw, droomend en heftig, zinnelijk en » frisch met al hare liefde voor de kleurige werkelijkheden die men ziet, » de innerlijke werkelijkheden die men gevoelt, de verborgen werkelijk- » heden die men gist.

» Moesten zij vertrouwen hebben in de toekomst, de arbeiders van de » eerste ure, Ledeganck, Van Duyse, Theodoor Van Ryswyck en onze » Conscience die aan het volk den onschatbaren dienst wist te bewijzen » *het te leeren lezen*, omdat hij, met zijne ongekunstelde en edelmoedige » natuur, den weg naar het hart van zijn volk had weten te vinden. » Rondom hen openbaarden zich weldra, talrijk, de uitingen van eene » ontwaking. Het tweede geslacht, minder romantisch, meer bezorgd om » waarheid en persoonlijkheid, om waargenomen kleine trekken en genoten » levenservaringen, dat van een Sleeckx, een Van Beers, een Vuylsteke, » een de Geyter, een Hiel, van de Loveling's is reeds minder gemakkelijk » te tellen. Dan ontwikkelt zich het letterkundig bewustzijn : de smaak » wordt fijner, de vorm leniger, de gezichtseinder breidt zich uit, de zin » van het schoone wordt reiner. Overal voelt men de frischheid van eene » wederopleving, al de zaden vallen in goede, gezonde aarde en ten slotte » is het de buitengewone ontluiking der laatste vijftien jaren, die de aan- » dacht afdwingt van de meest stelselmatig onverschillige geesten. »

Dichters als Guido Gezelle, Rodenbach, Pol de Mont, Van Langendonck, Van de Woesteyne, René De Clercq, Cesar Gezelle ; prozaschrijvers als Styn Streuvels, Cyriel Buysse, Aug. Vermeylen, Herman Teirlinck, Gust. Vermeersch, Jules Persyn, E. de Bom, enz. ; tooneelschrijvers als Hegenscheidt, Raf. Verhulst, Gittens, de Tière en meer anderen ; redenaars als Jan Van Ryswyck, Hugo Verriest ; kunstrechters als Max Rooses ; wetenschappelijke schrijvers als Paul Fredericq, Mac Leod, Vercouillie, eene heele keurbende van jonge mannen, een twintigtal tijdschriften toonen beter aan dan eenige uitlegging hoe onze taal een volmaakt werktuig is voor kunst en voor kennis.

Anderzijds heeft zich deze vlucht der Vlaamsche letteren voortgezet in eene drukpers, die hoe langer hoe meer lezers vindt, van De Panne af tot Maaseik toe, zonder in iets te worden tegengehouden door de verscheidenheid van de gewestsspraken waarin, in alle landen de letteren een rijken, onuitputtelijken voorraad vinden en die, in 't Vlaamsche land, noch meer verschillend zijn, noch meer talrijk dan elders.

De moedertaal herneemt hare plaats in de beraadslagingen van het meereendeel onzer gemeente- en provinciale raden, in al de politieke vergaderingen in 't Vlaamsche land.

Den oproep der Vlaamsche letteren beantwoordende, heeft de muziek onder den machtigen draag van Peter Benoit zich prachtig ontwikkeld, zoo zelfs dat de Vlaamsche Opera van Antwerpen, in dit laatste tiental jaren, eene lange reeks oorspronkelijke werken van Vlaamsche toonkunstenaars heeft zien opvoeren.

De congressen van Vlaamsche rechtsgeleerden, van Vlaamsche genees- en natuurkundigen, van Vlaamsche geschiedschrijvers en critici hebben aangetoond hoe lening en rijk de wetenschappelijke en technische woordenschat is, en, met den bijstand van de Hollandsche wetenschap, welke overvloedige hulpbronnen aan leerboeken en handboeken reeds nu ter beschikking staan van al de takken der wetenschap.

Ook de tienjaarlijksche volkstelling en de rechtstreeksche waarneming bewezen, dat de massa der bevolking in den grond Vlaamsch was gebleven. De volkstelling van 1900 gaf, voor de provincie Antwerpen, 630,000 inwoners die uitsluitend Vlaamsch spreken, tegen 10,033 inwoners die uitsluitend Fransch spreken; in West-Vlaanderen 650,000 Franschondkundigen tegen 26,980 Vlaamschondkundigen; in Oost-Vlaanderen 843,000 tegen 8,614.

Daarenboven een goed honderdduizendtal personen, in elke der provinciën, kennen tegelijk 't Fransch en 't Vlaamsch.

Eens te meer is het bewezen, dat een volk niet van taal verandert. Het is een onbezonnen werk, geheele bevolkingen te willen veroveren voor eene haar vreemde taal, zelfs al draagt deze meer een algemeen wereldkarakter dan de moedertaal. In twintig streken werd de poging beproefd: men heeft kunnen wanen, dat ten minste de hoogere klassen voorgoed waren veroverd; telkens, overal, heden ten dage, nam de volkstaal weer de overhand, zoodra democratische instellingen aan de volksmassa's toelieten haren rechtmatigen invloed te hernemen.

In België is de grens der talen bijna niet veranderd sedert tien eeuwen. Het tegenwoordig doordringen van het Fransch in de Vlaamsche provinciën is zuiver oppervlakkig; de volksmassa, de kleine burgerij, het grootste deel van den middenstand blijven Vlaamsch spreken; bij de laatste volkstelling kenden 2,800,000 inwoners alleen deze taal.

Doch, de noodlottige dwaling, na de omwenteling begaan, heeft een groot kwaad teweeggebracht. Dit liet toe aan Emile de Laveleye te zeggen: » In het Walenland, evenals in Frankrijk, is het volk in rechtstreeksche, » innige verbinding met het licht dat in al de hoogere standen van de maat-

» schappij doordringt : in 't Vlaamsche land blijft het gedompeld in het
 » schemerlicht der oude tijden en besloten binnen het eng gebied der stoffe-
 » lijke belangen. Er zijn slechts twee middelen om dit te verhelpen; of
 » wel de minder gegoeede klassen, de landbewoners vooral, moeten Fransch
 » spreken, ofwel de hoogere klassen moeten Vlaamsch spreken.

» Slechts op die voorwaarden zal de beschavende stroom zich uitbreiden
 » van de hoogste tot de laagste kringen.

» Kan men heden ten dage de Vlaamsche bevolking doen overgaan tot
 » het Fransch?

» De overal gedane proefneming toont aan van neen. »

De groote schrijver en socioloog voegt er bij :

« Kan men de Vlamingen niet tot het Fransch doen overgaan, zoo blijft
 » er maar één middel om ze uit de afzondering te trekken, en dit is, dat de
 » gegoeede klassen het Vlaamsch leeren. Zij kunnen niet tot u komen; gaat
 » gij tot hen.

» Het is daarom dat IEDERE GOEDE VADERLANDER, iedere VRIEND VAN DEN
 » VOORUITGANG, moet goedkeuren de maatregelen die ten doel hebben de
 » kennis van het Vlaamsch te verspreiden door het middelbaar onderwijs
 » EN DOOR HET HOOGER ONDERWIJS. »

En indien het waar is, dat het proletariaat sedert eenige jaren er zich
 moedig op toelegt de verstandelijke cultuur in zijne rangen te verhoogen,
 is het niettemin zeker, dat dit pogen in 't Vlaamsche land hierdoor wordt
 belemmerd, dat het hooger onderwijs uitsluitend Fransch blijft.

De werklieden en boeren hebben er een allereerste belang bij, de moe-
 dertaal te verdedigen, daar zij, in overgroote meerderheid, alleen deze taal
 kennen. Zij vooral lijden er onder, wanneer de dokter, de advocaat, de
 beambte, de technicus, de ingenieur, de werkgever de taal der massa niet
 of slecht verstaat. Hoe worden dan individuele lotsverbetering, eigen
 studie tot vollediging van onvoldoend onderwijs, goede keuze en vorming
 der leidende krachten in de arbeidersorganisatiën niet bemoeijkt? De
 Hoogeschool blijft evenmin als de Middelbare school of het Athenæum,
 het bevoorrecht bezit van de meer gegoeeden. Zij moeten zonder hinderpaal
 toegankelijk worden voor de minder gegoeeden, en dit kan niet geschieden
 zoolang het hooger onderwijs in 't Vlaamsche land niet in de volkstaal wordt
 gegeven.

Wordt er overigens heden eene waarheid in het licht gesteld door de
 studie der historische en maatschappelijke feiten, dan is het wel, dat de
 mensch niet een abstract wezen is, werktuiglijk gehoorzamende aan
 drijfveeren van beredeneerde redelijkheid, onafhankelijk van zijn verleden
 en zijne omgeving, in staat om te breken met zijne zeden, zijne erfelijkheid
 en zijne taal wegens logische beweegredenen of uit nuttigheidsbeginsel. De
 taal houdt aan de ziel van een volk. Zij vertegenwoordigt de beste hoofd-
 bestanddeelen van zijne oorspronkelijkheid op kunstgebied, van zijn eigen
 wezen in de wereld. Zij was niet in het verleden het gevolg van eene
 willekeurige keus; zij kan dit evenmin in het tegenwoordige zijn.

« Men kan een volk uitroeien — zegde Lombroso — men kan het niet » doen veranderen van taal, tenzij men het doe veranderen van keel, van » klimaat en van zenuwstelsel. Elke wetgeving, die eene taal verdrukt, is » een gevolg van de menschelijke kortzichtigheid. »

Hoe moet men het dan niet betreuren, dat elke wettelijke maatregel, bestemd om de onrechtvaardigheden te herstellen, begaan ten opzichte van de Vlaamsche taal en de Vlaamsche bevolking, met de meeste heftigheid werd bestreden? Heeft men het niet zooverre gedreven, zonder eenige rechtvaardiging, aan de Vlaamsche beweging pangermaansche strekkingen toe te schrijven, van welke zij niet wil hooren? De hervormingen hebben niettemin gezegevierd.

De Vlaamsche zaak is niet eene kwestie van gevoel maar — zooals de heer L. de Raedt het in uitmuntende bewoordingen zegt — « zij heeft een » economisch karakter, een sociaal karakter, dat alle Belgen moet doen » nadenken. In werkelijkheid, verre van aan te zetten tot de verdeeldheid » des lands, heeft de beweging geen ander doel dan mede te werken om » België verstandelijk sterker te maken door de vrije ontwikkeling van » letterkunde, wetenschap en kunst bij onze twee rassen; economisch » krachtiger door eene verstandige en volledige aanwending van alle » energie, zoowel van onze Vlaamsche als van onze Waalsche bevolking. »

Het is inderdaad duidelijk, van 't oogenblik dat de Vlaamsche taal getrouw bewaard wordt door onze Vlaamsche bevolking, van 't oogenblik dat er geen sprake kan van zijn ze door haar te doen prijsgeven, dat, van dan af, zich de noodzakelijkheid onvermijdelijk opdringt aan die taal de volle ontwikkeling te verzekeren waarop zij recht heeft en een stelsel van volkomen gelijkheid voor alles wat afhangt van de Staatsmachten.

Niets is, in dien gedachtengang, van meer beteekenis dan het middelbaar onderwijs en het hooger onderwijs. Inderdaad, buiten het tijdelijk leed der bevolking, die wordt gevonnist en bestuurd in eene taal welke zij niet verstaat, ligt het grootste kwaad, veroorzaakt door de verkeerde neigingen die den geest beheerschten van onze eerste bestuurders, in de onvoldoende kennis van het Vlaamsch door een aanzienlijk deel der hogere klassen in het Vlaamsche land. Daar het middelbaar onderwijs uitsluitend Fransch was gedurende meer dan eene halve eeuw voor de Staatsinrichtingen en gedurende bijna tachtig jaren voor het vrije onderwijs, — voor het hooger onderwijs is het dat nog heden, — spreekt het van zelf, dat de hogere klassen in het Vlaamsche land gescheiden zijn van de volksmassa en haar steun en medewerking niet verleen en aan de taal, aan de letteren, aan de pers, aan den schouwburg, aan al wat het intellectueel Vlaamsch leven uitmaakt.

De wet van 1883 is zeer gelukkig begonnen dit maatschappelijk kwaad te herstellen. De wet van 1910 voltooide dit werk door hare beginselen algemeen te maken.

Binnen zes jaren, in October 1916, zal geen enkele jongeling, die zich aan een vrij beroep wil wijden, meer de inrichtingen voor middelbaar onder-

wijs verlaten in het Vlaamsche land, indien de wet eerlijk wordt toegepast, zonder in staat te zijn het hooger onderwijs in het Vlaamsch te volgen.

* * *

De gewichtige invloed der Hoogescholen in de moderne wereld en voor de toekomst van een volk eischt zeker geen nadere toelichting.

« De lagere school — zegt Lord Haldane in een onlangs uitgekomen boek » — verheft den man uit het volk tot de hoogte die hem toelaat een bekwaam » werkman te worden. De middelbare school bereidt eene kleinere, maar » toch talrijke klasse van beschaafde mannen voor. Doch voor de vorming » van het beperkte korps van mannen en vrouwen, wier beroep een groot » talent medebrengt, kan alleen de Hoogeschool, of de scholen die deze ver- » vangen, volstaan. Maar de Hoogeschool doet meer. Want zij opent, om zoo » te zeggen, uitsluitend den toegang tot de loopbanen der burgers van de » hoogste en meest buitengewone cultuur. Voor deze mannen is het niet » het loon dat men kan bekomen door de wetenschap of door zijnen aanleg, » het is de wetenschap en het talent om hunne eigene schoonheid, die » hoofdzaak voor hen zijn, en dit tracht de Hoogeschool voort te brengen. » Wanneer de Hoogescholen in voldoende getal en eerlijk zich beijveren om, » als slot van hare opleiding, deze verstandelijke en zedelijke deugden te » ontwikkelen, die in zich zelf hare belooning vinden, dit menschelijk gevoel, » doordrongen van den zedelijken zin, die altijd gepaard gaat met de hoogste » vorming, dan moet het volk niet wanhopen. »

In dien zin kon de uitnemende Engelsche Staatsman zeggen : « De ont- » wikkeling van den waren geest der Hoogeschool in eene bevolking geeft » de maat van de ontwikkeling van hare zielen, bijgevolg, van hare bescha- » ving. » Dat is te zeggen, dat men niet zonder onrechtvaardigheid onze Vlaamsche bevolking mag berooven van zulk een middelpunt van cultuur in hare taal.

Daarom is het oogenblik gekomen om het begonnen herstellingswerk te voltooien door aan het Vlaamsch in het officieel hooger onderwijs de plaats weer te geven die het altijd had moeten bekleeden, namelijk eene plaats van volkomen gelijkheid met het Fransch.

* * *

Daar de Staat in België twee hogescholen bezit, vertolkt artikel 1 van het voorstel het beginsel van gelijkheid door te beslissen dat het onderwijs wordt gegeven in het Fransch aan de Hoogeschool te Luik, in het Vlaamsch aan de Hoogeschool te Gent.

Doch wij willen niet antwoorden op de politiek, te voren gevolgd door de Staatsmachten, hoe onrechtvaardig deze ook geweest zij, door een plotselingen en hevigen ommekeer. Dat zou misschien niet voorzichtig zijn. Het is dus niet wenschelijk, op eens en op volledige wijze de Vlaamsche lessen te stellen in de plaats van de Fransche lessen. De eerbied ver-

schuldigd aan de in functie zijnde hoogleeraren, het verlangen zelf om onder het nieuwe stelsel te behouden de overleveringen, den geest, de leerwijze, de inrichting zelve van de tegenwoordige Hoogeschool van Gent, zoo terecht beroemd, hebben de leden, van wie het voorstel uitgaat, aangespoord een overgangstijdperk te voorzien. Zij hebben eerst het in werking treden van het nieuwe stelsel tot het jaar 1916 verschoven. Alsdan zal het worden toegepast op het eerste jaar van elke faculteit of van elke bijzondere school; maar de thans bestaande hoogleeraren zullen vrij blijven hunne lessen in het Fransch te geven. In dat geval zal er een leergang in het Vlaamsch worden ingesteld naast dien in het Fransch. Gedurende heel het tijdvak dat zal verlopen tusschen het in werking treden van de wet en den dag waarop de thans bestaande hoogleeraren hun ontslag zullen nemen, van hoogeschool zullen veranderen of zullen komen te overlijden, zal er dus een aanzienlijk getal leergangen in het Fransch blijven bestaan. Doen zich in den loop van een academiejaar overlijdens, ontslagnemingen of aftredingen voor, dan zal natuurlijk de Regeering de noodige maatregelen nemen opdat de belangen der leerlingen, die bedoelde cursussen volgden, volkomen gewaarborgd blijven. Op deze wijze ontstaat er een trapsgewijze overgang tusschen de twee stelsels: alle verkregen rechten zullen geëerbiedigd worden. De geest, die het Gentsche hooger onderwijs bezielt, zal zich van lieverlede uitstrekken tot de nieuwe leergangen, zoodanig dat, wanneer het Vlaamsche stelsel volledig zal bestaan, binnen een noodzakelijk nog ver verwijderd tijdsverloop, het verworven wetenschappelijk aanzien van de Hoogeschool van Gent in niets zal zijn verminderd: de taal zal de taal zijn der bevolking in welker midden de hoogeschool gevestigd is, maar de inrichting, het wetenschappelijk erfgoed, zal geenszins gewijzigd noch verminderd zijn. Zelfs dan is het noodig, dat de studenten die bij het verlaten der middelbare scholen volkomen goed het Fransch kennen, zoo zij in deze onderwijsgestichten ongeveer twee derden hebben gevolgd der lesuren in de Fransche taal, de gelegenheid hebben, aan de Hoogeschool zich grondig te volmaken in het gebruik dier taal uit technisch en wetenschappelijk oogpunt. Daartoe zullen in 't Fransch gegeven leergangen worden ingericht.

Het wetsontwerp vestigt te Gent nieuwe inrichtingen, geheel onontbeerlijk in het stelsel van gelijkheid, dat de grondslag zelf is van onze opvatting. Eerstens eene school voor mijnningenieurs, te meer noodig daar de aanstaande ontginning der Kempische kolenbekkens zoowel als de uitbreiding van de sociale wetgeving en van het technisch onderwijs met aandrang vragen naar talrijke ingenieurs die een Vlaamsch hooger onderwijs genoten.

Druischt het niet in tegen het gezond verstand, dat in verscheidene nijverheidsscholen van het Vlaamsche land de lessen, hoofdzakelijk bestemd voor werklieden, worden gegeven in 't Fransch, omdat de leeraren niet in staat zijn ze te geven in de eenige taal die hunne toehoorders volkomen verstaan? Zeer onlangs, in denzelfden gedachtengang, stelde men vast dat de beweging van hoogeschooluitbreiding te Gent in hare nuttige uitwerking verre beneden die van Luik blijft, omdat de leeraren, die in staat zijn zich

te bedienen van het Vlaamsch, zeldzaam zijn en dat de toehoorders uit het volk enkel deze taal verstaan.

Het mijnkorps heeft een aanzienlijk deel in de toepassing der sociale wetten. Deze wetten in zich zelf vorderen trouwens de tusschenkomst van talrijke vakmannen. Ook in dit opzicht komt het er op aan, dat de nieuw ingerichte Hoogeschool van Gent kunne voldoen aan deze nieuwe vereischten en gediplomeerden kunne voortbrengen die hunne studiën deden in het Vlaamsch. Zij moeten in staat zijn aan de Vlaamsche bevolking de goede toepassing te verzekeren van die wetgeving, waarbij vooral de nederigen en de kleinen, — dat wil zeggen juist de mannen en de vrouwen die slechts hunne moedertaal spreken, — belang hebben.

Is het niet, anderzijds, eene zonderlingheid, waarschijnlijk zonder weerga tegenover de zich hoofdzakelijk op landbouw toeleggende Vlaamsche gewesten, dat de hogere School van landbouw te Gemblours uitsluitend Fransch is? De zoon van den Vlaamschen pachter kan er maar worden toegelaten in eene taal die de zijne niet is. De inspecteur of de onderwijzer van landbouw komende uit dat gesticht, overigens uitstekend, moet, indien hij aan de Vlaamsche bevolking de kennis wil meedeelen die hij heeft verkregen op kosten van allen, zich eene groote persoonlijke krachtsinspanning getroosten, iets waarvoor hij dikwijls terugschrikt, of zich uitdrukken in eene gebrekkige taal, met armen en onvoldoenden woordenschat, zoodat zijn nuttige invloed er aanzienlijk door wordt verminderd. Eene hogere school voor land- en tuinbouwkunde moet dus worden toegevoegd aan de Hoogeschool van Gent. Wederkeering, wijl de School van burgerlijke bouwkunde, faculteit der technische wetenschappen, Vlaamsch zal worden te Gent, zal eene dergelijke inrichting moeten tot stand komen aan de Hoogeschool te Luik.

Tegenover deze voorstellen werden de critieken, ontstaan uit het gevaar dat de Gentsche Hoogeschool ontvolkt zou worden, naar het schijnt, tot bedaren gebracht. Dat kon ook niet anders, want de uitwerking van deze maatregelen is duidelijk. Indien, eenerzijds, naar Luik zullen overgaan, na de invoering der hervorming die wij voorstaan, de Waalsche en het grootste deel der vreemde leerlingen, die heden gedwongen zijn de School van burgerlijke bouwkunde te Gent te volgen, omdat deze de eenige inrichting van dit soort is in het Belgisch officieel onderwijs, is het, anderzijds, zeker dat deze afval ruimschoots zal worden vergoed door de talrijke studenten, die zullen worden aangelokt door de nieuwe scholen aan de Hoogeschool van Gent toegevoegd.

Voor de faculteiten denkt men algemeen dat het getal studenten niet gevoelig zal veranderen, in aanmerking nemende de overgangsmaatregelen, door het wetsvoorstel voorgestaan. Overigens kan men het zeker achten, dat vele studenten der Vlaamsche gewesten, die thans de lessen volgen aan de andere hoogeschoolen, er prijs op zullen stellen de Vlaamsche leergangen te volgen zoodra deze te Gent zullen zijn ingericht. In dit opzicht zal er waarschijnlijk vergoeding zijn.

De voorgestelde hervorming, zooals die door het wetsvoorstel is ingericht,

is onder deze omstandigheden de meest eenvoudige, de meest praktische en de meest gerechtvaardigde vorm van toepassing waardoor men in onze wetgeving kan vertolken den eenstemmigen wensch van onze Vlaamsche bevolking, namelijk een hooger onderwijs te verkrijgen in de moedertaal en het beginsel van volkomen gelijkheid tusschen burgers van een zelfde vaderland, wat betreft de behandeling van onze twee nationale talen door de Staatsmachten.

Het voorstel bevat geen enkele verplichting, voor wie ook, de voorkeur te geven aan de Vlaamsche Hoogeschool van Gent, eer dan aan de Fransche Hoogeschool van Luik. Ieder zal meester blijven van zijne keus. Artikel 8 bevestigt dit stelsel van vrijheid. Ongetwijfeld levert het nieuwe stelsel eenige bezwaren op voor de jonge liden geboren te Gent of in de nabijheid en die Fransche lessen willen volgen aan de hoogeschool, maar deze bezwaren worden merkelyk door de oververgangsmaatregelen verzacht. Dergelyke tegenwerpingen zullen trapsgewijze verdwijnen, naarmate men beter zal herkennen dat de volmaakte kennis der Vlaamsche taal eene werkelijke noodzakelykheid is voor al wie in het Vlaamsche land niet vreemd wil worden aan het volk, aan het midden waarin hij leeft. Deze waarheid wordt meer en meer erkend, en terecht, voor elk vrij beroep. Ten slotte is de ons gemaakte tegenwerping niet beslissend, want men moet wel erkennen dat de hoogescholen geene plaatselyke inrichtingen zijn en dat dezelve bezwaren bestaan voor bijna alle Belgen, dat is voor al degenen die niet eene universiteitsstad bewonen. In dit opzicht, kan er geen verkregen recht bestaan. In de som van uitgaven, die elke student vertegenwoordigt, is het deel van de Openbare Schatkist aanzienlyk veel hooger dan het minerval, het recht van inschrijving en van examen, door de studenten betaald. Dit wil zeggen dat het algemeen belang hier het partikulier belang te boven gaat en dat niemand het recht heeft te klagen indien, op een voet van volkomen gelijkheid geplaatst met al de overige Belgen, hij de keuze behoudt zich te begeven naar eene der twee Staatshoogescholen, zonder zelfs te spreken van de twee vrije hoogescholen.

In werkelijkheid, daags na het in werking treden der wet, zullen in België, op vier hoogescholen, er drie zijn waar het onderwijs zal geschieden in het Fransch, terwijl in de vierde, gedurende lange jaren, een groot getal leergangen tweetalig zullen blijven om zodoende den overgang te verzekeren. Den dag, dat deze Fransche leergangen trapsgewijze zullen verdwijnen, mag men zeker zijn dat de hoogere klassen in het Vlaamsche land zich volkomen rekenschap zullen geven van haren plicht tegenover het geheel der Vlaamsche bevolking en, zonder af te zien van de kennis van het Fransch en van het veelvuldig gebruik daarvan, geheel zullen zijn teruggekomen van de minachting die zij thans soms betoonen voor de volkstaal en die in zekere mate verontschuldigd wordt door de onvoldoende kennis welke zij er van bezitten.

In eene eeuw van democratie, volharden in deze minachting en in deze onkunde is zich zelf tot machteloosheid veroordeelen in elk domein van het openbaar leven. Niets is gevaarlijker tegenover de ontzettende drukking

die het openbaar leven hoe langer hoe meer zal uitoefenen op de persoonlijke belangen.

* *

Tegenover het stelsel van het ontwikkelde voorstel heeft men twee andere formules vooruitgezet : 1° die van eene tweetalige hoogeschool ; 2° die van de oprichting van eene nieuwe Vlaamsche hoogeschool, hetzij te Antwerpen, hetzij te Brugge.

De Vlaamsche bevolking, bij monde van hare vereenigingen, van tallooze vergaderingen, van een groot aantal kiezerskorpsen, gemeenteraden en andere, hebben zoowel de eene als de andere dezer formules verworpen.

* *

Van deze twee tegenvoorstellen, is de tweetalige hoogeschool het slechtste. Het is onaannemelijk.

Beschouwt men de moderne hoogeschool als een eenvoudige fabriek van diploma's, dan kan een bastaardstelsel, een ongelijksnortig stelsel als dit eener tweetalige hoogeschool voorkomen als eene oplossing ; doch al wie bezorgd is over de beschavende zending der hoogeschool als een middenpunt van wetenschap, al wie zich bekommert om de degelijkheid der studiën alsmede om den vrede in de onderwijsinrichting zelf, moet dat stelsel krachtadig afwijzen. Eene universiteit is een wetenschappelijk midden dat een samenhangend geheel moet uitmaken, waarin al de leergangen medewerken tot het verspreiden van de wetenschappelijke kennis, tot de algemeene cultuur. Welnu, wie ziet niet in, dat niets de wetenschappelijke opleiding meer in den weg kan staan dan een stelsel dat de professoren en de studenten eener zelfde hoogeschool zou blootstellen aan onophoudelijke botsingen op taalgebied ? Wie bespeurt niet, anderzijds, dat het min of meer druk volgen der leergangen, hetzij Vlaamsche, hetzij Fransche, zal afhangen van de keuze der professoren, — keuze aan de wilkeur der Regering overgeleverd ; dat de ijverzucht en de conflicten overal zouden oprijzen naar aanleiding van de lessen, van het gebruik der lokalen en laboratoriums, van de examina, enz ? Wie ziet niet in, dat, wanneer de grootsche volksbeweging een Vlaamsch hooger onderwijs eischt, ingericht op den voet van volkomen gelijkheid, en men daarop antwoordt door eene oplossing dragende het kenmerk van ongelijkheid, latende aan 't Fransch de Luiksche Hoogeschool en de helft der Gent'sche Hoogeschool aan 't Vlaamsch, slechts toekennende eenige dubbel gemaakte leergangen met al de nadeelen en de ondergeschiktheid die uit deze oplossing zouden voortvloeien ; wie bespeurt niet, dat men dus een tijdperk van conflicten en van nieuwe eischen voorbereidt ? Deze conflicten zouden de plaats innemen van den wetenschappelijken wedijver die alleen wenschelijk is. Tegenstellingen, uit het verschil van rang en stand ontstaan, zouden ze nog verergeren. De kinderen der kleine burgerij, die van het platteland, die van het volk zouden, ten minste bij den aanvang, de overgrootste meerderheid der leerlingen van de Vlaamsche afdeelingen uitmaken. De zonen der hoogere

burgerij zouden voor 't meerendeel de Fransche afdeelingen volgen. Nu, dat is juist het maatschappelijk kwaad waar op reeds, in 1881, door den heer Xav. Olin werd gewezen in zijn voortreffelijk verslag over het voorstel dat de wet van 1883 moest worden :

« De jongelingen, — zegde de heer Xav. Olin, — die in onze gestichten » worden opgeleid, zijn niet in staat zich op behoorlijke wijze uit te » drukken in de taal van hun ras. Dat verwekt een soort van scheiding » tusschen de gegoede klasse en de arbeidersklasse, tusschen de vrije » leeraren en de kleine burgerij! Het volk wint niets bij zijn omgaan » met de besturende klassen, zoo onbekwaan de door hen verworven kundigheden in het volk te doen overgaan, als het volk zelf niet bij machte » is die te verstaan.

» Welke wetten ook het gebruik der talen met het oog op sommige » toestanden hebben geregeld, zijn deze maatregelen niet in een aantal gevallen gebleven eene verbetering schier enkel in naam voor de gekrenkte » belangen? Hoeveel bestuurders en ambtenaren door de verordeningen » gehouden zich tot het publiek te wenden in eene taal, in hunne omgeving » gebruikt, verkeerden, ondanks hun oorsprong, in de onmogelijkheid zulks » te doen, hetzij door de ontoereikendheid hunner kundigheden, hetzij » omdat ze er niet aan gewoon werden gemaakt, bij een zekeren gedachten- » gang, zich van die taal te bedienen?

» Werd de wet, welke zich om de rechterlijke toestanden bekommerde, » alhoewel haren oorsprong nemende in hoogst eerbiedwaardige drijf- » veeren, in de practijk, voor het meerendeel der rechtsmachten, niet » belemmerd door de onervarenheid der rechters en der advocaten?

» En indien, hooger klimmende, wij de gevolgen van die intellectuele » afzondering der volksklassen in de helft van het land durven afmeten, » zien we dan niet dat dit gedwongen gemis van betrekking en van gemeenschap tusschen de keur der mannen en de menigte, een bestendige hinder- » paal is voor elke verspreiding der gedachten van vooruitgang, voor elke » inwijding in de beweging der moderne wereld? 't Is wat aan sleur en » vooroordeelen het meest voedsel geeft, 't Is wat den strijd, die voortdu- » rend heftiger wordt, tusschen onze Waalsche en onze Vlaamsche bevol- » king, het meest aanvuurt. » (*Handelingen der Wetgevende Kamers, zittingsjaar 1881-1882, blz. 209-214.*)

Het stelsel der dubbel gemaakte leergangen, niet voorloopig ingevoerd, maar bestendig moettende blijven, zou dat kwaad doen voortduren.

Meer nog!

Wat de Vlaamsche bevolking terecht vraagt, is niet alleen het middel om lessen in 't Vlaamsch te volgen, zij wil een middelpunt van hooge ontwikkeling in hare taal, met al den intellectueelen luister die zulk eene instelling afwerpt, met den socialen invloed welken zij vertegenwoordigt.

Zij hebben het recht dat te bezitten op gelijke wijze en met dezelfde voordeelen als hunne Waalsche medeburgers, dat is te zeggen, als volkomen homogene inrichting. In dit opzicht schenkt het dubbel maken der leergangen geene ernstige voldoening. Welnu, dat is eene hoofdzaak.

Nog minder kan men er aan denken een voorstel goed te keuren, dat aan de Regeering de keuze zou laten eenige leergangen in het Vlaamsch te doen geven en die leergangen zou doen afhangen van 't getal der inschrijvingen.

Het is nutteloos in eene nieuwe wet een recht te herhalen, dat reeds in onze huidige wetgeving is geschreven.

De belangrijkheid van het hooger onderwijs is, van een sociaal en intellectueel standpunt gezien, te groot dan dat het invoeren daarvan kunne afhangen van de beslissing der Regeering.

Dit stelsel der gesplitste leergangen uitbreiden tot de twee Hoogescholen van den Staat, dat is zooveel als, zonder noodzakelijkheid, al de bezwaren van het tweetalig stelsel invoeren zoowel te Luik als te Gent. Indien men de hoop koerstert dat zulk eene wet niet zou worden toegepast te Luik, dan heeft men het waarschijnlijk mis. Het zou voldoende zijn dat, wegens wellicht tijdelijke omstandigheden, een zeker getal studenten de inrichting van Vlaamsche leergangen aan de Luiksche Hoogeschool zou vragen, opdat de Regeering — indien het aldus gedane voorstel eenigen zin heeft — er toe gebracht zou zijn Vlaamsche leergangen tot stand te brengen. En de professoren, eenmaal benoemd, zouden gedurende dertig jaren de groep studenten, wier tijdelijk verblijf de inrichting der leergangen zou hebben gevestigd, kunnen overleven! Wat groote onkosten zou soortgelijk stelsel medebrengen?

Het zou gemakkelijk zijn nog meer tegenwerpingen in te brengen tegen een stelsel dat, en dit is een zijner kleinste gebreken, geen voldoening geeft aan de Vlamingen en, terzelfder tijd, inbreuk maakt op het *statu quo* in het Waalsche land.

Soortgelijke voorstellen werden, onder verschillende vormen, gedaan tijdens de beraadslagingen die aan het stemmen der wet van 1910 voorafgingen; altijd werden zij afgewezen door de meest gezaghebbende vertegenwoordigers der Vlaamsche bevolking.

Er kan geen sprake van zijn, rechtvaardige en noodzakelijke hervormingen niet tot stand te brengen in het Vlaamsche land door het offer van voor het Waalsche land ijdele, kwellende en bedrieglijke hervormingen. Dat zijn maatregelen die de Vlamingen niet vragen, die hun voldoening noch vergoeding geven, die zij, integendeel, willen bestrijden als zijnde ongepast en gevaarlijk.

Het eenige taalstelsel dat in het Waalsche land thuis hoort, bestaat hierin: voor alle dingen aan het Fransch de plaats laten welke deze taal thans inneemt; elke maatregel strekkende om in 't Waalsche land, het Vlaamsch op te dringen bij het onderwijs of het bestuur, is volkomen vreemd aan het Vlaamsch programma. Met nog meer grond kan er geen sprake van zijn, Vlaamsche leergangen te doen geven aan de Luiksche Hoogeschool! Het zou eene bron zijn van conflicten en tevens de bekrachtiging van een noodlottig stelsel dat soortgelijke, veel meer gewichtige eischen zou billijken, waarover de Waalsche bevolking weldra terecht zou klagen.

Er werd eene andere oplossing aan de hand gedaan : den regel, voor de Gentsche Hoogeschool aangenomen, zou men ongewijzigd laten, doch eene geheel nieuwe Vlaamsche hoogeschool zou men elders in het leven roepen.

1° Van een Vlaamsch standpunt beschouwd, geeft bedoeld voorstel geene voldoening aan dit hoofdbeginsel, dat volkomen gelijkheid tusschen beide landstalen moet bestaan voor al wat afhangt van de Staatsmachten. Dit stelsel zou, inderdaad, eene klaarblijkelijke ongelijkheid tusschen haar behouden, dewijl de Staat twee Fransche hoogescholen zou bezitten en slechts ééne Vlaamsche hoogeschool. Dergelijke oplossing zou geene eindoplossing zijn.

2° Meer nog : De Gentsche Hoogeschool is eene keurige instelling voor hooger onderwijs; met hare laboratoriums, hare klinieken, hare bijzondere scholen, den geest en de methode die bij haar in eere staan, vertegenwoordigt zij eene groote beschavingskracht. De Vlaamsche bevolking heeft geleden en lijdt nog door het onrecht tegenover haar gepleegd, want deze intellectuele macht bleef zonder eenig nuttig gevolg voor hare eigen vorming en hare volkstaal. Men geeft haar slechts een gedeelte van de vergoeding waarop zij recht heeft, wanneer men haar deklachtig maakt in den tegenwoordigen bloeienden toestand van de Gentsche Alma Mater; deze, men vergeet het niet, hadde van den beginne af aan Vlaamsch moeten zijn. Lange jaren zouden er toe noodig zijn om eene nieuwe hoogeschool tot denzelfden trap van ontwikkeling en invloed te brengen. Alleen de stoffelijke inrichting zou aanzienlijk veel tijd vergen, en zonder overdrijving kan worden gezegd dat meer dan de helft eener eeuw zou voorbijgaan alvorens eene nieuwe hoogeschool zou zijn op de hoogte van de bestaande, wat betreft de goede werking, de leerwijzen, den samenhang, den algemeenen geest die er heerscht. Gedurende geheel dat tijdperk, zou zij blijkbaar achterstaan bij de andere. Met welk recht zou men dien toestand aan de Vlaamsche bevolking opdringen, waarom langer gewacht rechtvaardig te handelen tegenover haar die reeds al te lang van rechtvaardigheid was verstoken?

3° Wie bespeurt overigens niet dat, zooals de toelagen thans op de begrooting worden uitgetrokken, de inrichting eener Vlaamsche hoogeschool nooit anders dan trapsgewijze zou geschieden? Elke nieuwe som, op de begrooting gebracht, zou de aanleiding of het voorwendsel zijn tot nieuwe besprekingen, weinig wenschelijk met het oog op 's lands belang. De onmiddellijke inrichting der hoogere technische scholen zou overigens oneindig veel meer kosten, indien zij moest geschieden onafhankelijk van de volledige faculteiten. De uitgave zou, in haar geheel, ongetwijfeld zeer aanzienlijk zijn en van aard om het Parlement te doen aarzelen.

Het is dus al te duidelijk dat, in ruil van hun zeker recht, hunne taal in eene van beide Staatshoogescholen dezelfde plaats te zien innemen als degene die er altijd aan 't Fransch behoorde en die deze taal in de andere blijft behouden, de Vlamingen slechts denkbeeldige en ontoereikende voldoening zouden bekomen, indien zij de oprichting vroegen van eene nieuwe inrichting voor hooger onderwijs, waarvan de noodzakelijke en onvermijde-

lijke staat van minderheid in den beginne gedurende lange jaren zou worden uitgelegd tegen hunne zaak.

4° Nog iets. Van een algemeen standpunt gezien zou het oprichten eener vijfde hoogeschool met de grootste bezwaren verbonden zijn. In verhouding tot het getal inwoners, zijn er thans in België meer hoogescholen dan in Duitschland, in Frankrijk of in Engeland. Voor 't meerendeel der vrije beroepen, overtreft het getal gediplomeerden aanzienlijk de behoeften. Nu, het staat vast dat de oprichting, in een nieuw midden, van eene nieuwe hoogeschool een aantal jongelingen van de universiteitstad of van het omliggende er toe aanzet een vrij beroep te kiezen, wanneer zij, bij gemis van deze plaatselijke, gemakkelijke gelegenheid, de voorkeur zouden geven hebben aan den handel of aan de nijverheid.

Hebben wij te veel advocaten, geneesheeren, apothekers, ingenieurs, er is ook in ons land dat, op economisch gebied, zich zoo machtig ontwikkelt, gebrek aan mannen van hooge grestesbeschaving, bekwaam eene leidende rol op zich te nemen in de huishoudkundige, rechtstreeks voortbrengende ondernemingen. Beambten worden altijd gevonden: aan hoofden en mannen, bekwaam die te vervangen, is er maar al te veel gebrek. Het opsorpen van de beste intellectuele bestanddeelen door de reeds zoo druk ingenomen vrije beroepen, is een kwaad dat niet dient te worden aangemoedigd. Welnu, eene vijfde hoogeschool zou daartoe noodzakelijk leiden. Eene dergelijke instelling moet alleen tot stand komen om redenen van algemeen en wetenschappelijk belang, geheel onafhankelijk van de kwestie der talen welke hare oplossing kan vinden in de bestaande hoogescholen.

5° Voegen wij hierbij, dat de oplossing van een vijfde hoogeschool, opgericht bijvoorbeeld te Antwerpen, hoogst nadeelig zijn zou voor de vier overige hoogescholen en vooral voor de Hoogescholen van Gent, van Brussel en van Leuven.

Terwijl de hervorming der Hoogeschool te Gent hoogstens aanleiding zal geven tot ruil en verplaatsing, sommige studenten de drie andere hoogescholen verlatende om de Vlaamsche lessen te volgen, terwijl sommige anderen Gent zullen verlaten om Fransche lessen te volgen, zou de oprichting van eene vijfde hoogeschool de vier anderen verarmen, zonder eenige vergoeding hoegenaamd.

6° Eindelijk, de geldelijke beschouwingen zijn ook niet te versmaden. Het inrichten van eene nieuwe hoogeschool zou 12 tot 15 millioen frank kosten aan gebouwen, werkplaatsen, boekerijen, inrichting, bijzondere instituten, enz. De jaarlijksche begrooting zou minstens 1 millioen bedragen. Nu, deze overgroote uitgaven zouden alleen hierdoor gerechtvaardigd zijn, dat men aan een zeker getal jonge lieden de gelegenheid zou willen verschaffen om, zonder zich te verplaatsen, Fransche lessen te Gent te volgen, terwijl toch bij het andere stelsel hun de uitweg open blijft zich te wenden tot de drie andere hoogescholen waar de lessen in die taal worden gegeven.

De ingeroepen reden is dat men de Fransche cultuur moet verdedigen.

In dit opzicht dient men eene te vaak gedulde dubbelzinnigheid te vermijden. Er is hoegenaamd geene sprake, in de Vlaamsche eischen, van eenige vijandige gezindheid tegen de Fransche taal. Denkt men aan de prachtige letterkunde waarvan het Fransch de voertaal is, aan de machtige beschaving waarvan deze taal den indruk kreeg, dan zou dergelijke vijandige gezindheid al heel kinderachtig zijn. Er is zoo weinig sprake van, de studie en de diepgrondige kennis van het Fransch te bestrijden, dat onder het beheer der wet op het middelbaar onderwijs, onlangs gestemd, meer dan twee derden der lessen blijven worden gegeven in het Fransch en maatregelen zijn genomen in het onderhavig voorstel, opdat, onder technisch en wetenschappelijk oogpunt, de Hoogeschool van Gent aan hare leerlingen alle gemak verleene om hunne kennis in het Fransch te verrijken.

Er is evenmin sprake van, de Vlaamsche bevolking af te houden van de Fransche cultuur. Deze behoort evenals de Duitsche, de Amerikaansche en de Hollandsche tot de gemeene schatten der menschheid. Daarin geen belang stellen kan men niet zonder zich te verarmen. Maar welk eene zonderlinge verwarring zich in te beelden, dat de Fransche cultuur en de Fransche taal haren nuttigen invloed verliezen voor de volkeren van een ander ras of van eene andere taal, zoo het hooger onderwijs bij die natiën niet wordt gegeven in het Fransch? Ware deze voorwaarde noodzakelijk, dan zou het domein van de Fransche cultuur en taal heden ophouden ten Zuiden aan de Pyreneën, ten Westen aan den Oceaen, ten Noorden aan Gent en ten Oosten aan Lausanne en aan Geneve, dat wil zeggen dat zij te nauwernood eenige kilometer zou gaan buiten de politieke grenzen van Frankrijk.

Waar is het, dat de Fransche taal zal voortgaan te worden onderwezen en volkomen aangeleerd door elken beschaafden mensch in 't Vlaamsche land, zelfs als de laatste der grieven van de Vlaamsche bevolking zal zijn verdwenen. Maar even waar is het, dat het daartoe geenszins noodig is dat het onderwijs aan de Hoogeschool te Gent in het Fransch gegeven worde : er waren in 1900 ongeveer 800,000 Belgen sprekende Fransch en Vlaamsch, waarvan ongeveer 700,000 in de Vlaamsche gewesten ; het is niet de taal waarin de lessen zullen gegeven worden aan 1,100 studenten te Gent, die zulke cijfers zal wijzigen, evenmin als deze kennis van het Fransch uit de Hoogeschool van Gent komt.

Het is dus niet ernstig te beweren, dat de voorgestelde hervorming het Fransch zal verdrijven uit het Vlaamsche land, het verstandelijk verkeer tusschen de twee deelen des lands zal verbreken, enz. Het Fransch heeft in dit opzicht niets te duchten. Men zal het in het Vlaamsche land blijven aanleeren, omdat het nuttig is het te kennen.

Indien daarentegen, sprekende van de Fransche cultuur, men beweert dat het noodig is, ten minste voor het hooger onderwijs, op kosten van den Staat met ieders penningen, te volharden in de vroegere politiek van opslorping en van verovering en hare uitslagen te doen voortduren, dan moeten wij aan deze stelling alle waarheid en elk recht ontzeggen.

Wat de woordenlijsten, de leerboeken, de tijdschriften, de handleidingen betreft, daarmede zal het Vlaamsch hooger onderwijs geen enkele moeilijkheid tegenkomen; dit alles bestaat, namelijk dank zij de grootsche wetenschappelijke uitbreiding der Hollandsche hoogeschoolen. Terecht heeft men er aan herinnerd dat Hollandsche geleerden, onderwijzende en schrijvende in onze gemeenschappelijke taal, niet minder dan vier prijzen Nobel hebben veroverd. Er bestaat dus geene enkele tegenstrijdigheid tusschen de meest ruime wetenschappelijke ontwikkeling en het gebruik in het onderwijs van de moedertaal, zelfs al is deze geen wereldtaal. En in dit opzicht mag het Nederlandsch roemen op meer onderhoorigen dan het Zweedsch, het Deensch-Noorweegsch, het Boheemsch, het Hongaarsch, het Rumeensch, enz., die alle worden gebruikt voor het hooger onderwijs.

Wil dit zeggen dat het er om te doen is de vreemde talen niet aan te leeren?

Dat de kennis der groote wereldtalen noodig is voor de geleerden, de wetenschappelijke mannen, is eene onbetwiste waarheid; maar zij is niet minder van toepassing op de Fransche geleerden, dan zij het zijn zal voor de hoogleeraren die aan de Hoogeschool van Gent hun onderwijs geven in het Vlaamsch, te meer daar deze ook het Fransch zullen kennen. De man van wetenschap, wiens moedertaal eene wereldtaal is, bevindt zich heden ten dage in een staat van klaarblijkelijke minderheid, indien hij alleen deze enkele taal kent. Het grootste deel der vreemde boeken, bijna al de oorspronkelijke memoriën, de werken van seminariën of van laboratoriums, de meest merkwaardige tijdschriften verschijnende in andere landen, blijven voor hem gesloten. Weliswaar vertaalt men, maar de vertalingen komen pas later uit. Weliswaar verklaart men, maar de commentaren hebben nooit de waarde van een oorspronkelijk werk. Het is zinsbedrog te meenen dat, hetzij in het Fransch, hetzij in het Duitsch, hetzij in het Engelsch, men met eene enkele taal kan volstaan.

De bezwaren zijn min groot, zij blijven bestaan.

« Geene natie, zegt A. Fouillé, wil op intellectueel gebied afhangen van » de andere, noch wil de opperheerschappij van een ander erkennen: elke » natie geeft de werken van hare geleerden in hare eigene volkstaal » uit. »

Het is een verschijnsel van wetenschappelijke decentralisatie waartegen men niets vermag. Het gebruik van eene algemeene wetenschappelijke taal behoort tot het verleden. Het Latijn vervulde die rol. Geene andere nieuwere taal heeft ze hernomen, het Fransch zoomin als al de andere.

Wat die zoo treffende verandering teweeg bracht, is niet alleen eene bekommering, overigens zeer wettig, van nationaliteit, het is eerst en vooral eene geheel nieuwe opvatting van de roeping der wetenschap. De hooge wetenschappelijke cultuur dringt tegenwoordig door het geheele leven: zij is daarvan een hoofdbestanddeel. Zoolang de wetenschap het leengoed was van eene keurbende, kon een eenige taal haar als 't ware gevangen houden.

Heden echter, onder duizend vormen, door de drukpers, door de lezin-

gen, door het openbaar leven en bovenal door het noodige gemeenschapsgevoel dat heerscht onder al de takken van het onderwijs, alsmede tusschen de Hoogeschool en de sociale leidende beroepen, heeft de geheele natie belang bij de hogere wetenschappelijke opleiding. Bijgevolgtrekking zijn de voordeelen, die er bestaan om deze te doen geven in de volkstaal, verreweg grooter dan de persoonlijke bezwaren die de geleerde kan ondervinden in de verplichting een grooter getal vreemde talen te kennen. Het algemeen belang doet het particulier belang zwijgen — als men kan zeggen dat een particulier belang gekrenkt is, om door de kennis van een grooter getal talen meer volkomen het genie van een grooter getal natiën te kunnen begrijpen. 't Gevolg daarvan is, dat elk beschaafd man verscheidene talen moet kennen, doch geenszins dat hij zijne eigen taal moet verwaarloozen of minachten of trachten van moedertaal te veranderen door af te zien van de taal van zijn ras en van zijn volk.

De kinderachtige en eenzijdige opvatting, dat het beter ware al de volken dezelfde taal te zien spreken, is middelmatig en valsch. Zij houdt geen rekening met die hogere gave der eigen oorspronkelijkheid, met de verschillende persoonlijkheid, met den bijzonderen aanleg der rassen, die tegelijk eene bron is van schoonheid op het gebied van kunst, van wedijver op het gebied van wetenschap en van onophoudelijken vooruitgang op sociaal gebied.

Juist omdat het gebruik eener taal voor de hogere doeleinden van den menschelijken geest, vertegenwoordigd door de hoogeschoolen, op die taal een weldadigen invloed uitoefent uit het oogpunt van hare verfijning, haren zinsbouw, haren vooruitgang, hare werking, en terzelfder tijd omdat daardoor de wetenschap dieper en gemakkelijker het geheele leven der natie doordringt, is het dat het vraagstuk van de Vlaamsche hoogeschool zich voordoet als een der meest waardige om de verlichte geesten bezig te houden.

Wanneer een volk het verleden van roem en grootheid van Vlaanderen heeft, doet het afstand noch van zijne taal, noch van zijne hoop op betere toekomst, en, deze taal verdedigende, op deze hoop bouwende, dient onze beweging de heiligste belangen van het gemeenschappelijk vaderland. »

Deze beschouwingen verdienen ook nu nog de volle aandacht van de Kamerleden. Mogé het ontwerp een gunstig onthaal en een spoedige bekrachtiging als wet vinden! De inwendige vrede van België zou er evenzeer door gebaat zijn als de ontwikkeling van de Vlaamsche bevolking.

FRANS VAN CAUWELAERT.

WETSVOORSTEL

betreffende het taalgebruik aan de
Staatshoogescholen.

EERSTE ARTIKEL.

De lessen worden in het Fransch gegeven aan de Hoogeschool te Luik, in het Vlaamsch aan de Hoogeschool te Gent.

ART. 2.

Het gebruik van het Vlaamsch, als voertaal, aan de Hoogeschool te Gent, zal beginnen met het academie-jaar 1920-1921 en dan trapsgewijze, van jaar tot jaar, aanvangende met de leergangen van het eerste studiejaar, worden voortgezet in de verschillende faculteiten en scholen.

ART. 3.

De hoogleeraren of docenten, bij de Gentsche Hoogeschool aangesteld vóór de afkondiging van deze wet, worden verzocht hunne lessen te geven in het Vlaamsch, naarmate de bepalingen van artikel 2 in werking treden. Verkiezen zij dat niet te doen, dan wordt, naast den Franschen leergang, een Vlaamsche leergang ingericht en hebben de studenten, ook voor het examen, de keuze tusschen beide leergangen.

De hoogleeraren en de docenten, benoemd na de afkondiging van deze wet, geven hunne lessen in de taal voorzien bij de artikelen 1 en 2.

PROPOSITION DE LOI

relative à l'emploi des langues dans
les Universités de l'État.

ARTICLE PREMIER.

Les leçons seront données en français à l'Université de Liège; elles seront données en flamand à l'Université de Gand.

ART. 2.

L'emploi du flamand comme langue véhiculaire à l'Université de Gand commencera à partir de l'année académique 1920-1921 et sera graduellement, d'année en année, étendu aux différentes facultés et écoles, en commençant par les cours de la première année d'études.

ART. 3.

Les professeurs ou chargés de cours nommés à l'Université de Gand avant la promulgation de la présente loi seront invités à donner leurs leçons en flamand au fur et à mesure que les dispositions de l'article 2 deviendront applicables. S'ils n'y consentent pas, il sera créé un cours fait en flamand à côté du cours fait en français et les étudiants auront le choix entre ces deux cours, même pour l'examen.

Les professeurs et les chargés de cours nommés après la promulgation de la présente loi donneront leurs leçons dans la langue prescrite par les articles 1 et 2.

ART. 4.

De leergangen in de Fransche letterkunde en in de Romaansche taalwetenschap worden aan beide Hoogeschoolen in het Fransch gegeven.

De Germaansche en andere levende talen kunnen in deze talen zelf onderwezen worden.

In elke faculteit en in elke bijzondere school der Gentsche Hoogeschool worden, bij koninklijk besluit, één of meer niet verplichtende leergangen ingericht ten einde de studenten in de gelegenheid te stellen zich te bekwamen in de kennis van de Fransche vaktaal.

ART. 5.

Aan de Hoogeschool te Luik worden toegevoegd de leergangen noodig voor het onderwijs in de burgerlijke bouwkunde (graad van ingenieur voor de burgerlijke bouwkunde).

ART. 6.

Aan de Hoogeschool te Gent worden toegevoegd :

1^o Eene mijnschool (graad van burgerlijk mijn ingenieur);

2^o Eene hogere land- en tuinbouwschool;

3^o Eene veeartsenijschool.

De leergangen, krachtens de bovenstaande bepaling ingericht, worden, van den datum hunner inrichting af, in het Vlaamsch gegeven.

ART. 7.

De scholen en leergangen, bij de artikelen 5 en 6 voorzien, worden uiterlijk ingericht met het begin van het academiejaar 1920-1921.

ART. 4.

Les leçons de littérature française et de philologie romane seront données en français dans les deux Universités.

Les langues germaniques et les autres langues vivantes pourront être enseignées dans ces langues mêmes.

Il sera créé, par arrêté royal, dans chaque faculté et dans chaque école spéciale de l'Université de Gand un ou plusieurs cours facultatifs, afin de permettre aux étudiants de développer leurs connaissances de la terminologie scientifique et technique française.

ART. 5.

Les cours requis pour l'enseignement du génie civil (grade d'ingénieur des constructions civiles) seront organisés à l'Université de Liège.

ART. 6.

Il sera annexé à l'Université de Gand :

1^o Une école des mines (grade d'ingénieur civil des mines);

2^o Une école supérieure d'agriculture et d'horticulture;

3^o Une école vétérinaire.

Les cours institués en vertu de la disposition qui précède seront faits en flamand dès la date de leur organisation.

ART. 7.

Les écoles et les cours prévus aux articles 5 et 6 seront organisés au plus tard à l'ouverture de l'année académique 1920-1921.

ART. 8.

Er wordt geen inbreuk gemaakt op het recht dat de kandidaten hebben, examen af te leggen voor de Staatsjury, ingesteld bij artikel 34 der wet van 10 April 1891, hetzij in het Fransch, hetzij in het Vlaamsch, onverschillig aan welke Hoogeschool zij onderwijs genoten.

ART. 9.

De Regeering neemt de maatregelen vereischt tot vrijwaring van de voordeelen van stoffelijken aard toekomende aan de thans aangestelde hoogleeraren en docenten.

ART. 8.

Il n'est porté aucune atteinte au droit qu'ont les candidats de subir, soit en français, soit en flamand, l'examen devant le jury central institué par l'article 34 de la loi du 10 avril 1891, quelle que soit l'Université dont ils ont suivi les cours.

ART. 9.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les avantages matériels dont jouissent les professeurs et chargés de cours acuellement en fonctions.

FRANS VAN CAUWELAERT,
A. HUYSHAUWER.
